

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2866

10 octobre 2014

SOMMAIRE

Bucobi S.à r.l.	137532	MPM Advisors	137522
Burnside S.à r.l.	137532	Netinvest S.A.	137522
Cabot Financial (Luxembourg) S.A.	137533	Novellas Maritime S.à r.l.	137559
Canto Ecological Ports S.A.	137538	Novenergia Holding Company S.A.	137522
Capital Park Associates S.à r.l.	137535	Ocean Beach Investment S.A.	137568
Capon Property S.A.	137532	One Aim S. à r.l.	137522
Catalyst Alpha 3 S.à r.l.	137533	Optimum Holding S.A.	137524
Cipel International S.A.	137532	Palazzo Due Funding & Co S.C.A.	137523
Cirius S.A.	137525	Palek Immo S.A.	137523
Clearwire Europe S.à r.l.	137531	Partners Group Global Value 2008 S.C.A., SICAR	137559
Compagnie de Saint Cyr S.A.	137533	Partners Group Secondary 2008 S.C.A., SI- CAR	137525
Compagnie de Sécurité S.A.	137527	Patron Snowdon S.à r.l.	137534
Conessa S.A.	137526	Penshire Luxembourg S.à r.l.	137524
Cronos Invest	137526	Pinehurst Securities SA	137523
DC Global Holdings S.à r.l.	137526	Playmedia S.à r.l.	137525
Dirco Investments S.A.	137526	PM France 2 S.à r.l.	137530
Eurofund Investments Luxembourg S.à r.l.	137527	Point Break S.à r.l.	137524
Evergreen SICAV-FIS	137527	Primidi Investments S.à r.l.	137522
FMC Technologies S.à r.l.	137533	Prologis European Holdings XXIV S.à r.l.	137531
Fourteen Malva S.à r.l.	137567	Proton S. à r. l.	137530
Gracewell Properties (Shelbourne) S.à r.l.	137534	Purple Pictures S.à r.l.	137523
Langhans S.à r.l.	137529	Rapa Investments S.à r.l.	137531
La Saisiaz Property S.A.	137529	Reis In S.à r.l.	137523
Leepoint International (Luxembourg) Company S.à r.l.	137528	Resolution III Holdings S.à r.l.	137525
Levanna Sicav	137528	Riche Finance S.A.	137531
LFIS Vision	137542	Rotteveel S.C.S.	137529
Mayfair Estates S.A.	137528	Rovari S.A.	137567
Miro Holdings S.A.	137527	Sarabel S.C.S.	137529
Montesa S.A.	137524	Snaps Investissements S.A.	137542
Morgan - Jupiter International Realty S.à r.l.	137552	SP - LUX SICAV II	137530
		Tricadia Credit Investments S.à r.l.	137529

Netinvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 74.010.

Les comptes annuels au 28/02/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2014128835/10.

(140145814) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2014.

Novenergia Holding Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 21, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 172.582.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 août 2014.

Référence de publication: 2014128839/10.

(140145281) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2014.

One Aim S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9999 Wemperhardt, 4A, Op der Haart.

R.C.S. Luxembourg B 137.354.

La société One Aim S.à r.l., représentée par son gérant unique, Monsieur Olivier Maréchal, informe que Monsieur Olivier Maréchal, associé unique et gérant unique de la société, a changé son adresse privée:

La nouvelle adresse est la suivante: rue du Bola 27, B-4650 Grand-Rechain

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014128841/11.

(140145683) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2014.

Primidi Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 166.641.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 22 janvier 2014 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 24 février 2014.

Référence de publication: 2014128868/11.

(140145351) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2014.

MPM Advisors, Société Anonyme.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 161.375.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12.08.2014.

Pour MPM ADVISORS S.A.

Société anonyme

Référence de publication: 2014128828/12.

(140145513) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2014.

Palek Immo S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 18-20, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 121.573.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014128847/10.

(140145820) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2014.

Pinehurst Securities SA, Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 172.625.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014128858/10.

(140145584) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2014.

Purple Pictures S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1651 Luxembourg, 11, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 169.336.

Les comptes annuels au 31-12-2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la gérance

Signature

Référence de publication: 2014128876/11.

(140146043) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2014.

Reis In S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 216, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 124.304.

Les comptes annuels au 31-12-2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la gérance

Signatures

Référence de publication: 2014128930/11.

(140146060) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2014.

Palazzo Due Funding & Co S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 127.190.

Les comptes annuels de la société au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014128846/12.

(140145520) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2014.

Point Break S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 133.547.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014128863/10.

(140145582) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2014.

Penshire Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 370.000,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 158.779.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12.08.2014.

Pour PENSHIRE LUXEMBOURG SARL

Société à responsabilité limitée

Référence de publication: 2014128857/12.

(140145515) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2014.

Optimum Holding S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Capital social: GBP 30.000,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 179.137.

Il résulte des résolutions prises par le conseil de gérance de la société en date du 17 juillet 2014 que la société Interaudit, ayant son siège social 37, rue des Scillas, L-2529 Howald, et enregistré au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro RCS B29501 a été nommé réviseur d'entreprises agréé avec effet au 2 juillet 2014 et ce pour une durée de six ans.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait

La société

Référence de publication: 2014128842/15.

(140145562) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2014.

Montesa S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-8050 Bertrange, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 34.137.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale du 13 mai 2014

Est nommé Réviseur d'entreprises agréé:

- La société BDO AUDIT

SOCIETE ANONYME

2, avenue Charles de Gaulle

L-1653 LUXEMBOURG

Son mandat vient à expiration à l'Assemblée Générale ordinaire devant statuer sur l'exercice 2014.

Pour la société IMMO HORIZON S.A.

Maximilien LEESCH

Administrateur-délégué

Référence de publication: 2014128827/17.

(140145304) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2014.

Resolution III Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 58.100.000,00.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 130.916.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 12 août 2014.

Référence de publication: 2014128908/10.

(140145854) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2014.

Cirius S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.
R.C.S. Luxembourg B 133.717.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2014129274/11.

(140146690) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2014.

Playmedia S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.
R.C.S. Luxembourg B 130.014.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait

Clôture de la liquidation volontaire,

Suite à l'assemblée générale extraordinaire en date du 30 juin 2014,

Date de clôture de la liquidation volontaire est au 30-06-2014, les livres et documents sociaux seront conserver pendant cinq ans au 48, Esplanade, L-9227 Diekirch.

Luxembourg, le 30 juin 2014.

Pou la gérance

Signature

Référence de publication: 2014128885/16.

(140145784) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2014.

Partners Group Secondary 2008 S.C.A., SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 134.995.

Auszug aus dem Protokoll der Ordentlichen Hauptversammlung der Aktionäre vom 27. Juni 2014

Am 27. Juni 2014 kamen am Gesellschaftssitz die Aktionäre obiger Gesellschaft zusammen.

Nach Feststellung der Rechtsgültigkeit, werden folgende Beschlüsse einstimmig gefasst:

Das Mandat des Wirtschaftsprüfers PricewaterhouseCoopers Société coopérative (vormals PricewaterhouseCoopers S.à r.l.) wird um ein Jahr und damit bis zum Ablauf der im Jahr 2015 stattfindenden ordentlichen Hauptversammlung der Aktionäre verlängert.

Luxemburg, den 23. Juli 2014.

WARBURG INVEST LUXEMBOURG S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2014128881/17.

(140145731) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2014.

Conessa S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5405 Bech-Kleinmacher, 59, route du Vin.
R.C.S. Luxembourg B 85.391.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014129280/9.
(140146230) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2014.

Dirco Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.
R.C.S. Luxembourg B 146.504.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014129300/9.
(140146263) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2014.

Cronos Invest, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 91.889.

Les comptes annuels au 31 mars 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Pour CRONOS INVEST

Banque Degroof Luxembourg S.A.

Agent Domiciliaire

Référence de publication: 2014129289/13.

(140146877) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2014.

DC Global Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: USD 38.844.230,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 160.837.

Extrait des résolutions de l'associé unique

En date du 26 juin 2014, l'associé unique de la Société a décidé comme suit:

- d'accepter la démission de Gérard Marquet, en tant que gérant de catégorie A de la Société et ce avec effet immédiat.
- d'accepter la démission de Johanna Dirkje Martina van Oort, en tant que gérant de catégorie B de la Société et ce avec effet immédiat.
- de nommer Julie Mélisse, née le 29 avril 1974 à Mons, Belgique, demeurant professionnellement au Zoning Industriel, Zone C, B-7180 Seneffe, Belgique, en tant que gérant de catégorie A de la Société pour une durée indéterminée, et ce avec effet immédiat.
- de nommer Andrew O'Shea, né le 13 août 1981 à Dublin, Irlande, demeurant professionnellement au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, en tant que gérant de catégorie B de la Société pour une durée indéterminée, et ce avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 août 2014.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014129309/23.

(140146457) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2014.

Eurofund Investments Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 125.594.

Les comptes annuels de la société pour la période au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société
Un mandataire*

Référence de publication: 2014129329/12.

(140146815) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2014.

Compagnie de Sécurité S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 53.470.

Il résulte des actes de la Société que Madame Rossana Di Pinto, demeurant professionnellement au 19-21 Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, a présenté sa démission de ses fonctions d'administrateur en date du 10 avril 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

COMPAGNIE DE SECURITE S.A.
Société Anonyme
Signatures

Référence de publication: 2014129278/13.

(140146765) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2014.

Evergreen SICAV-FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 6, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 172.398.

Mit Wirkung zum 1. August 2014 wurde der Sitz der Gesellschaft an folgende Adresse verlegt:
6, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg.

Mit Wirkung zum 1. August 2014 wurde der Geschäftssitz des Verwaltungsratsmitgliedes Silvan Trachsler ebenfalls an die zuvor genannte Adresse verlegt.

Luxemburg, den 13. August 2014.

Für die Richtigkeit namens der Gesellschaft
Ein Bevollmächtigter

Référence de publication: 2014129334/14.

(140146774) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2014.

Miro Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7610 Larochette, 18, place Bleech.
R.C.S. Luxembourg B 164.167.

Organe: Conseil d'administration

Nouvelle dénomination (nouvelle adresse):

Schreuders, Bastiaan Lodewijk Melchior

Date de naissance: 12/12/1954

Demeurant: 10-12, Rue de Medernach L-7619 Larochette

Fonction: Administrateur

Larochette, le 13 Août 2014.

Le Conseil d'administration

Référence de publication: 2014129605/15.

(140146460) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2014.

Leeport International (Luxembourg) Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 167.492.

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 août 2014.

Signature

Le mandataire

Référence de publication: 2014129553/13.

(140146275) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2014.

Mayfair Estates S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 172.063.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement le 23 juillet 2014

A démissionné de son poste de commissaire aux comptes, avec effet immédiat:

- Monsieur Benoît de FROIDMONT, demeurant professionnellement au 18, rue Robert Stümper, L - 2557 Luxembourg;

Est nommé commissaire aux comptes, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2019:

- Audit Lux S.à r.l., 18, rue Robert Stümper L-2557 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014129613/15.

(140147047) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2014.

Levanna Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 123.541.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue le 26 mai 2014 à 15.00 heures au siège social.

Par décision de l'Assemblée générale ordinaire du 26 mai 2014, il a été décidé de nommer les administrateurs et le réviseur d'entreprises comme suit, jusqu'à l'assemblée générale ordinaire approuvant les comptes 2014:

Conseil d'Administration:

- Monsieur Edoardo TUBIA, employé privé, demeurant à L-1724 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), 19-21, Boulevard du Prince Henri, Administrateur et Président du Conseil d'Administration;

- Monsieur Mauro GIUBERGIA, employé privé, demeurant à L-1724 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), 19-21, Boulevard du Prince Henri, Administrateur;

- Monsieur Pier Paolo SQUILLANTE, employé privé, demeurant à L-1724 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), 19-21, Boulevard du Prince Henri, Administrateur.

Réviseur d'entreprises:

KPMG Luxembourg S.à r.l., 9 allée Scheffer, L-2520 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

LEVANNA SICAV

Société Européenne de Banque

Société Anonyme

Banque Domiciliataire

Signatures

Référence de publication: 2014129567/26.

(140146967) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2014.

Langhans S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 181.363.

Les comptes annuels pour la période du 17 octobre 2013 (date de constitution) au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 août 2014.

Référence de publication: 2014129560/11.

(140146422) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2014.

La Saisiaz Property S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 149.049.

Par lettre recommandée adressée le 23 juillet 2014 à la société LA SAISIAZ PROPERTY S.A. société anonyme avec siège social à Luxembourg, 18, rue de l'Eau, la société FIDUCENTER S.A. a mis fin de plein droit au contrat de domiciliation avec ladite société LA SAISIAZ PROPERTY S.A avec effet immédiat. Le siège social est, partant, dénoncé.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCENTER S.A.

Le domiciliataire

Référence de publication: 2014129559/12.

(140146295) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2014.

Sarabel S.C.S., Société en Commandite simple,**(anc. Rotteveel S.C.S.).**

Siège social: L-7610 Larochette, 18, place Bleech.

R.C.S. Luxembourg B 164.945.

En date du 30 Mai 2014, l'Assemblée Générale a décidé à l'unanimité la décision suivante:

Changement le nom de conseil:

Sarabel S.C.S.

Larochette, le 11 Août 2014.

Le mandataire

Référence de publication: 2014128910/12.

(140145815) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2014.

Tricadia Credit Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 146.067.

EXTRAIT

Il résulte des décisions prises par les associés de la Société en date du 8 août 2014 que:

- La démission de Monsieur Gérard McCaul, gérant de classe B de la Société a été acceptée avec effet au 26 juin 2014;
- Monsieur Marc Chong Kan, né le 24 août 1964 à Paris, France, résidant professionnellement au 16, avenue Pasteur L-2310 Luxembourg a été nommé gérant de classe B de la Société avec effet au 26 juin 2014 et ce pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme,

Luxembourg, le 13 août 2014.

Référence de publication: 2014129799/17.

(140146889) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2014.

Proton S. à r. l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5450 Stadtbredimus, 7, Lauthegaass.

R.C.S. Luxembourg B 135.226.

Bezugnehmend auf das Protokoll der außerordentlichen Generalversammlung vom 29.06.2008 der Proton S. à r.l. B 135226 teilen wir folgende Beschlüsse mit:

Laut TOP 1 wurde einheitlich beschlossen, dass Herr Dany Leger, wohnhaft Denisstrasse 25 in 66482 Zweibrücken, Deutschland, mit sofortiger Wirkung sein Amt niederlegt.

Laut TOP 2 wurde ab dem 01.07.2008 Herr Sascha Giesler, wohnhaft Hofenfelsstrasse 127 in 66482 Zweibrücken, Deutschland, als neuer Geschäftsführer bestellt.

Référence de publication: 2014128875/13.

(140145930) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2014.

PM France 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 118.092.

EXTRAIT

En date du 1^{er} août 2014, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- La démission de En Lee, en tant que gérant B de la Société, a été acceptée avec effet immédiat.
- Barbara Neuerburg, née le 18 mai 1979 à Krumbach (Allemagne), avec adresse professionnelle au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, a été élue nouveau gérant B de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014128887/15.

(140146053) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2014.

SP - LUX SICAV II, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 117.982.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue le 2 juin 2014 à 15.00 heures au siège social.

Par décision de l'Assemblée générale ordinaire du 2 juin 2014, il a été décidé de nommer les administrateurs et le réviseur d'entreprises comme suit, jusqu'à l'assemblée générale ordinaire approuvant les comptes 2014:

Conseil d'Administration:

- Monsieur Edoardo TUBIA, employé privé, demeurant à L-1724 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), 19-21, Boulevard du Prince Henri, Administrateur et Président du Conseil d'Administration;
- Monsieur Mauro GIUBERGLA, employé privé, demeurant à L-1724 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), 19-21, Boulevard du Prince Henri, Administrateur;
- Monsieur Pier Paolo SQUILLANTE, employé privé, demeurant à L-1724 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), 19-21, Boulevard du Prince Henri, Administrateur.

Réviseur d'entreprises:

KPMG Luxembourg S.à r.l., 9 allée Scheffer, L-2520 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

SP-LUX SICAV II

Société Européenne de Banque

Société Anonyme

Banque Domiciliaire

Signatures

Référence de publication: 2014129779/26.

(140147080) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2014.

Riche Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 71.358.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2014128909/10.

(140146173) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2014.

Rapa Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 179.922.

Veillez prendre note que Monsieur Sinan SAR, né le 5 juin 1980 à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg) et demeurant professionnellement au 5, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg a démissionné de son mandat de gérant avec effet au 18 octobre 2011.

Luxembourg, le 11 août 2014.

Pour Rapa Investments S.à r.l.

United International Management S.A.

Référence de publication: 2014128906/13.

(140145387) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2014.

Clearwire Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.212.500,00.

Siège social: L-2543 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 100.259.

Il est à noter que le siège social de l'un des associés de la Société, nommément Clearwire Europe B.V. a changé et est à modifier comme suit:

Prins Bernhardplein 200
1097JB AMSTERDAM

Le 13 août 2014.

Pour extrait conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2014129253/15.

(140146481) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2014.

Prologis European Holdings XXIV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 164.330.

Résolution du 17 février 2014

à modifier: La dénomination de l'associé a changé pour Europe Logistics Venture 1, FCP-FIS, représenté par sa société de gestion Prologis Management II S.à. r.l.

Le siège social de l'associé a été transféré a 34-38 Avenue de la Liberté L-1930 Luxembourg, et ce, avec effet au 17 février 2014.

Luxembourg, le 07 août 2014.

Pour la société

ProLogis Directorship S.à r.l.

Représenté par Gerrit-Jan Meerkerk

Référence de publication: 2014128869/16.

(140145876) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2014.

Burnside S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4940 Bascharage, 16, rue Héierchen.
R.C.S. Luxembourg B 69.347.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014129233/9.

(140146232) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2014.

Bucobi S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9147 Erpeldange, 47, rue Laduno.
R.C.S. Luxembourg B 130.355.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Erpeldange, le 12.08.2014.

Signature.

Référence de publication: 2014129232/10.

(140146659) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2014.

Capon Property S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 161.070.

Par lettre recommandée adressée le 23 juillet 2014 à la société CAPON PROPERTY S.A. société anonyme avec siège social à Luxembourg, 18, rue de l'Eau, la société FIDUCENTER S.A. a mis fin de plein droit au contrat de domiciliation avec ladite société CAPON PROPERTY S.A avec effet immédiat. Le siège social est, partant, dénoncé.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCENTER S.A.

Le domiciliataire

Référence de publication: 2014129260/12.

(140146296) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2014.

Cipel International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 135.709.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions écrites prises par l'actionnaire unique de la Société en date du 13 août 2014 que:

- Les démissions de M. Olivier LIEGEOIS et M. Luc GERONDAL et M. Patrick MOINET, administrateurs de la Société ont été acceptées avec effet immédiat;

- Les personnes suivantes ont été nommées en qualité d'administrateur, avec effet immédiat et jusqu'à l'assemblée générale ordinaire approuvant les comptes clos au 31 décembre 2016:

(i) P.A.L Management Services S.à.r.l, régie par le droit luxembourgeois et enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B145164 et ayant son siège social au 16 avenue Pasteur L-2310 Luxembourg;

Monsieur Marc CHONG KAN né le 24 août 1964 à Paris (France) et résidant professionnellement au 16 avenue Pasteur L-2310 Luxembourg sera le représentant permanent de P.A.L Management Services S.à.r.l,

(ii) Madame Sandrine BISARO née le 28 juin 1969 à Metz (France), demeurant professionnellement au 16 avenue Pasteur L-2310 Luxembourg,

(iii) Madame Christelle MATHIEU née le 1^{er} mars 1978 à Virton (Belgique), demeurant au 16 avenue Pasteur L-2310 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg le 13 août 2014.

Référence de publication: 2014129272/23.

(140146902) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2014.

Compagnie de Saint Cyr S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2562 Luxembourg, 2, Place de Strasbourg.
R.C.S. Luxembourg B 169.051.

L'administrateur de classe B, Madame Claude Isabelle, née le 22 juillet 1972 à Saint-Mard (Belgique) et demeurant professionnellement au 69, Rue de la Semois à L-2533 Luxembourg, s'est démis de sa fonction de la société COMPAGNIE DE SAINT CYR S.A., R.C.S. Luxembourg B169051, en date du 1^{er} juillet 2014.

Luxembourg, le 1^{er} juillet 2014.

Claude Isabelle.

Référence de publication: 2014129277/11.

(140146660) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2014.

Cabot Financial (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 171.245.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 août 2014.

Duncan Smith

Mandataire

Référence de publication: 2014129238/13.

(140146927) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2014.

Catalyst Alpha 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 134.647.

Il est porté à connaissance à qui de droit que Monsieur Onno Bouwmeister a décidé de démissionner de sa fonction de gérant de la Société avec effet immédiat.

Luxembourg, le 13 août 2014.

Pour extrait conforme

Pour la Société

Un gérant

Référence de publication: 2014129247/14.

(140147066) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2014.

FMC Technologies S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 167.909.

Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 16 juin 2014

1. Le siège social a été transféré de L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert avec effet immédiat.

Veillez prendre note que les adresses professionnelles de Messieurs Andrew O'Shea et Hugo Froment, gérants de catégorie B, se situent désormais au L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert avec effet immédiat

Luxembourg, le 14 août 2014.

Pour extrait sincère et conforme

Pour FMC Technologies S.à r.l.

Mandataire

Référence de publication: 2014130078/16.

(140147552) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2014.

**Gracewell Properties (Shelbourne) S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Patron Snowdon S.à r.l.).**

Capital social: GBP 20.000,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 187.260.

In the year two thousand and fourteen, on the eighth of August.

Before Us, Maître Jacques CASTEL, notary residing in Grevenmacher, Grand Duchy of Luxembourg, acting in replacement of Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, momentarily absent, who will remain the depositary of the present deed.

There appeared:

Gracewell Properties Holding S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at L-2310 Luxembourg, 6 avenue Pasteur (RCS Luxembourg: B 159.877),

here represented by Mr. Gianpiero SADDI, private employee, residing professionally at L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo, by virtue of a proxy given in Luxembourg on August 6th, 2014

The proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxyholders and the undersigned notary, shall remain attached to this deed in order to be registered therewith.

The appearing party is the sole shareholder of Patron Snowdon S.à r.l. (the "Company"), a société à responsabilité limitée, having its registered office at L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur (RCS Luxembourg: B 187.260), incorporated under the laws of Luxembourg pursuant to a deed of Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, on May 16th, 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 1978 of July 29th, 2014. The articles of incorporation have not been amended since.

The proxyholder declared and requested the notary to record that:

I. All the shares being represented, the decisions can validly be taken on all items of the agenda.

II. That the item on which a resolution is to be passed is as follows:

- Modification of the registered name of the company into "Gracewell Properties "Shelbourne" S.à r.l."

After deliberation the following resolution was unanimously taken:

Sole resolution

It is resolved to change the name of the Company from Patron Snowdon S.à r.l. to "Gracewell Properties (Shelbourne) S.à r.l." and to consequently amend article 1 of the articles of incorporation of the Company as follows:

" Art. 1. There exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name of "Gracewell Properties (Shelbourne) S.à r.l." (the Company)."

There being no further business on the agenda, the meeting was thereupon closed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that of the request of the party hereto, the present deed was drafted in English followed by a French translation; at the request of the same appearing person in case of divergences between the English and French version, the English version will be prevailing.

Whereof, the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing known to the notary by his name, first name, civil status and residence, appearing person signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le huit août.

Pardevant Nous, Maître Jacques CASTEL, notaire de résidence à Grevenmacher, agissant en remplacement de Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, momentanément absente, laquelle dernière restera le dépositaire de la présente minute.

A comparu:

Gracewell Properties Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur (RCS Luxembourg: B159.877),

ici représentée par Monsieur Gianpiero SADDI, employé privé, demeurant professionnellement à L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo, en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg le 6 août 2014.

Laquelle procuration, signée «ne varietur» par les mandataires et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante est l'associé unique de Patron Snowdon S.à r.l. (la «Société»), une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur (RCS Luxembourg: B 187.260),

constituée suivant acte reçu par Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 16 mai 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 1978 du 29 juillet 2014.

Les statuts de la société n'ont pas été changés depuis.

Le porteur de la procuration déclare et prie le notaire d'acter que:

I. Toutes les parts sociales étant représentées, les décisions peuvent être valablement prises sur tous les points à l'ordre du jour.

II. Le point sur lequel la résolution est prise est le suivant:

- Changement du nom de la Société en «Gracewell Properties (Shelbourne) S.à r.l.».

Après délibération, la résolution suivante est adoptée à l'unanimité:

Résolution unique

Il est décidé de changer le nom de la Société de Patron Snowdon S.à r.l. en «Gracewell Properties (Shelbourne) S.à r.l.» et de modifier l'article 1^{er} des statuts de la Société comme suit:

« **Art. 1^{er}**. Il existe une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «Gracewell Properties (Shelbourne) S.à r.l.» (ci-après, la Société.)»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, constate que sur demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française; à la demande de la même partie comparante en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, le comparant a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: G. Saddi et J. Castel.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 11 août 2014. LAC/2014/38062. Reçu soixante-quinze euros (75.- €).

Le Receveur (signée): Irène Thill.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 août 2014.

Référence de publication: 2014131468/82.

(140148574) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2014.

Capital Park Associates S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 118.024.

In the year two thousand and fourteen, on the seventh day of August.

Before Us Me Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, (Grand-Duchy of Luxembourg), undersigned;

Was held

an extraordinary general meeting (the "Meeting") of the sole shareholder of the public limited liability company "Capital Park Associates S. à r.l.", established and having its registered office in L-1653 Luxembourg, 2-8, Avenue Charles de Gaulle, inscribed in the Trade and Companies' Register of Luxembourg, section B, under the number 118024, (the "Company"), incorporated pursuant to a deed of Me Henri HELLINCKX, notary then residing in Luxembourg, on the 14th of July 2006, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1836 of the 30th of September 2006.

The meeting is presided by Mrs. Sophie Henryon, employee, residing professionally in Esch-sur-Alzette.

The Chairman appoints as secretary Ms. Claudia Rouckert, employee, residing professionally in Esch-sur-Alzette.

The meeting elects as scrutineer Mrs. Brigitte Martin, employee, residing professionally in Esch-sur-Alzette.

The board of the Meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state:

A) That the agenda of the Meeting is the following:

Agenda:

1. Dissolution of the Company and decision to put it into voluntary liquidation (liquidation volontaire);
2. Appointment of Mr Dariusz Leszek Demidziuk born on March 5, 1975, residing professionally in Poland as liquidator (liquidateur) in relation to the voluntary liquidation of the Company (the Liquidator);

3. Determination of the powers of the Liquidator and determination of the liquidation procedure of the Company;
4. Discharge to the sole Manager of the Company for the performance of its mandate;
5. Miscellaneous.

B) That the partners, present or represented, as well as the number of its shares held by them, are shown on an attendance list; which attendance list, after having been signed by the partners, the proxy of the represented partners, the members of the board of the Meeting and the officiating notary, shall remain annexed to the present deed in order to be recorded with it.

C) That the proxy of the represented partners, signed "ne varietur" by the members of the board of the meeting and the officiating notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

D) As it appears from the attendance list, the totality of the shares are present or represented at the present extraordinary general meeting, so that the Meeting is, regularly constituted

After the foregoing has been approved by the Meeting, the same has taken unanimously the following resolutions:

First resolution

The Meeting decides, with immediate effect, to dissolve the Company and to put it into voluntary liquidation (liquidation volontaire).

Second resolution

The Meeting decides to appoint Mr Dariusz Leszek Demidziuk born in Poland, on the 5th of March 1975, residing professionally in Poland, as liquidator (the "Liquidator") (liquidateur) of the Company.

Third resolution

The Meeting decides to confer to the Liquidator the broadest powers as set out in articles 144 and following of the coordinated law on commercial companies of 10 August 1915 (the "Law").

The Meeting also decides to instruct the Liquidator, to the best of his abilities and with regard to the circumstances, to realise all the assets and to pay the debts of the Company.

The Meeting further resolves that the Liquidator shall be entitled to execute all deeds and carry out all operations in the name of the Company, including those referred to in article 145 of the Law, without the prior authorisation of the general meeting of the partners. The Liquidator may delegate his powers for specific defined operations or tasks to one or several persons or entities, although he will retain sole responsibility for the operations and tasks so delegated.

The Meeting further resolves to empower and authorise the Liquidator, on behalf of the Company in liquidation, to execute, deliver, and perform the obligations under, any agreement or document which is required for the liquidation of the Company and the disposal of its assets.

The Meeting further resolves to empower and authorise the Liquidator to make, in his sole discretion, advance payments in cash or in kind of the liquidation proceeds (boni de liquidation) to the Sole Shareholder of the Company, in accordance with article 148 of the Law.

Fourth resolution

The Meeting decides to grant a full discharge to the sole manager for the performance of its mandate until the date hereof.

The Meeting decides to acknowledge, approve, ratify and adopt as the actions of the Company the actions taken by the sole manager of the Company for the period beginning at the date of the incorporation of the Company and ending at the date hereof, to waive any claim which the Company may have against the sole manager of the Company arising as a result of its management of the Company, and to grant it discharge for the accomplishment of its mandate until the date hereof.

Nothing further being on the agenda and no one asking to speak, the Chairman then has adjourned the Meeting.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that, on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing persons, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Esch-sur-Alzette, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the appearing persons, known to the notary by their names, first names, civil status and residences, the said appearing persons signed together with Us the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le sept août.

Pardevant nous Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des associés de la société à responsabilité limitée "Capital Park Associates S. à r.l.", établie et ayant son siège social à L-1653 Luxembourg, 2-8, Avenue Charles de Gaulle, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 118024, (la "Société"), constituée suivant acte reçu par Maître Henri HELLINCKX, notaire alors de résidence à Luxembourg, en date du 14 Juillet 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1836 du 30 Septembre 2006.

L'assemblée est présidée par Mme. Sophie Henryon, employée privée, demeurant professionnellement à Esch-sur-Alzette.

Le Président désigne comme secrétaire Mlle. Claudia Rouckert, employée privée, demeurant professionnellement à Esch-sur-Alzette.

L'assemblée choisit comme scrutateur Mme. Brigitte Martin, employée privée, demeurant professionnellement à Esch-sur-Alzette.

Le bureau ayant ainsi été constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter:

A) Que l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Dissolution de la Société et décision de mettre la Société en liquidation volontaire;
2. Nomination de Monsieur Dariusz Leszek Demidziuk né le 5 Mars 1975 en Pologne, demeurant professionnellement en Pologne, en tant que liquidateur en vue de la liquidation volontaire de la Société (le Liquidateur);
3. Détermination des pouvoirs du Liquidateur et détermination de la procédure de mise en liquidation de la Société;
4. Décharge accordée aux Gérant unique de la Société pour l'exercice de leurs mandats respectifs;
5. Divers.

B) Que les associés, présents ou représentés, ainsi que le nombre d'actions possédées par eux-mêmes, sont portés sur une liste de présence; laquelle liste de présence, après avoir été signée par le mandataire des associés représentés, les membres du bureau de l'assemblée et le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte afin d'être enregistrées avec lui.

C) Que la procuration des actionnaires représentés, signée "ne varietur" par les membres du bureau de l'assemblée et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

D) Qu'il apparaît de cette liste de présence que la totalité des actions est représentée à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'Assemblée est régulièrement constituée

E) Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'Assemblée, cette dernière a pris unanimement les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide, avec effet immédiat, de dissoudre la Société et de la mettre en liquidation volontaire.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de nommer Monsieur Dariusz Leszek Demidziuk né en Pologne, le 5 Mars 1975, demeurant professionnellement en Pologne (le Liquidateur) de la Société.

Troisième résolution

L'Assemblée décide de conférer au Liquidateur les pouvoirs les plus étendus, prévus par les articles 144 et suivants de la loi sur les sociétés commerciales du 10 août 1915 telle que modifiée (la "Loi").

L'Assemblée décide également d'instruire le Liquidateur, dans la limite de ses capacités et selon les circonstances, afin qu'il réalise l'ensemble des actifs et solde les dettes de la Société.

L'Assemblée décide que le Liquidateur sera autorisé à signer tous actes et effectuer toutes opérations au nom de la Société, y compris les actes et opérations stipulés dans l'article 145 de la Loi, sans autorisation préalable de l'assemblée générale des associés. Le Liquidateur pourra déléguer ses pouvoirs pour des opérations spécifiques ou d'autres tâches à une ou plusieurs personnes ou entités, tout en conservant seul la responsabilité des opérations et tâches ainsi déléguées.

L'Assemblée décide également de conférer pouvoir et autorité au Liquidateur, pour le compte de la Société en liquidation, afin qu'il exécute, délivre, et effectue toutes obligations relatives à tout contrat ou document requis pour la liquidation de la Société et à la liquidation de ses actifs.

L'Assemblée décide en outre de conférer pouvoir et autorité au Liquidateur afin d'effectuer, à sa discrétion, tous versements d'avances en numéraire ou en nature des boni de liquidation aux actionnaires de la Société, conformément à l'article 148 de la Loi.

Quatrième résolution

L'Assemblée décide d'accorder décharge au Gérant unique de la Société pour l'exercice de son mandat jusqu'à la date des présentes.

L'Assemblée décide de reconnaître, approuver, ratifier et reprendre au compte de la Société tous les actes pris par le gérant unique de la Société pour la période débutant à la date de constitution de la Société et se terminant à ce jour. L'assemblée renonce à son droit d'exercer tout recours à l'encontre du gérant unique pour tout acte accompli dans le cadre de son mandat et lui accorde décharge pour l'exécution de son mandat jusqu'à ce jour.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, le Président a ensuite ajourné l'Assemblée.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par les présentes, qu'à la requête des comparants le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête des mêmes comparants, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Esch-sur-Alzette, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparants, connus du notaire par leurs noms, prénoms, états civils et domiciles, lesdits comparants ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Henryon, Rouckert, Martin, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette, Actes Civils le 11 août 2014. Relation: EAC/2014/11021. Reçu douze euros 12,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2014130506/149.

(140147789) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

Canto Ecological Ports S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8080 Bertrange, 1, rue Pletzer.

R.C.S. Luxembourg B 119.015.

L'an deux mille quatorze.

Le douze août.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme Canto Ecological Ports S.A., avec siège social à L-5753 Frisange, 43, Parc Lésigny, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 119.015 (NIN 2006 2222 981),

constituée suivant acte reçu par le notaire Joseph ELVINGER, de résidence à Luxembourg, en date du 2 août 2006, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 1806 du 27 septembre 2006, et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le même notaire Joseph ELVINGER en date du 26 mars 2007, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 1376 du 6 juillet 2007,

au capital social de trente-deux mille Euros (€ 32.000.-), représenté par trente-deux mille (32.000) actions d'une valeur nominale d'un Euro (€ 1.-) chacune, libérées à concurrence de vingt-cinq pour cent (25%).

L'assemblée est présidée par Peggy Simon, employée privée, demeurant professionnellement à Echternach, 9, Rabatt, qui se nomme elle-même comme scrutateur et qui désigne comme secrétaire Mariette Schou, employée privée, demeurant professionnellement à Echternach, 9, Rabatt.

Le bureau étant ainsi constitué Madame le Président expose et prie le notaire d'acter ce qui suit:

I. L'ordre du jour est conçu comme suit:

1.- Transfert du siège social de Frisange à L-8080 Bertrange, 1, rue Pletzer.

2.- Modification de l'objet social de la société afin de lui donner la teneur suivante:

"La société a pour objet la réalisation de toutes opérations commerciales, ou financières généralement quelconques, au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger.

La société peut prendre des participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, et assurer la gestion ainsi que la mise en valeur de ces participations."

3.- Refonte complète des statuts afin de prévoir la possibilité d'avoir un actionnaire unique.

4.- Acceptation de la démission de Madame Isabelle CANTO en tant qu'administrateur unique et administrateur-délégué de la société avec décharge pour l'exécution de son mandat.

5.- Acceptation de la démission de la société Fiduciaire du Large en tant que commissaire aux comptes de la société avec décharge pour l'exécution de son mandat.

6.- Nomination de Monsieur Aloyse SCHOLTES, administrateur de société, demeurant à L-2734 Luxembourg, 44, rue de Wiltz, en tant qu'administrateur unique de la société, son mandat expirant à l'assemblée générale de 2019.

7.- Nomination de la société anonyme FOP CONSEIL, avec siège social à L-8080 Bertrange, 1, rue Pletzer, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 186.074, en tant que commissaire aux comptes de la société, son mandat expirant à l'assemblée générale de 2019.

II. Il a été établi une liste de présence renseignant les actionnaires présents et représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, laquelle liste après avoir été signée par les comparants et signée ne varietur par le notaire instrumentant restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

III. Il résulte de cette liste de présence que tous les actionnaires sont présents ou représentés à l'assemblée. Dès lors l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer, sur l'ordre du jour dont les actionnaires ont pris connaissance avant la présente assemblée.

IV. Après délibération l'assemblée prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de transférer le siège social de la société de Frisange à L-8080 Bertrange, 1, rue Pletzer.

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de modifier l'objet social de la société afin de lui donner la teneur suivante:

"La société a pour objet la réalisation de toutes opérations commerciales, ou financières généralement quelconques, au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger.

La société peut prendre des participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, et assurer la gestion ainsi que la mise en valeur de ces participations."

Troisième résolution

L'assemblée générale décide de procéder à une refonte complète des statuts, afin de prévoir la possibilité d'avoir un actionnaire unique, et qui seront de la teneur suivante:

Dénomination - Siège - Durée - Objet

Art. 1^{er}. Il existe une société anonyme sous la dénomination de Canto Ecological Ports S.A..

Art. 2. Le siège de la société est établi à Bertrange.

Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg, au moyen d'une résolution de l'actionnaire unique ou en cas de pluralité d'actionnaires, au moyen d'une résolution de l'assemblée générale des actionnaires.

Le siège de la société pourra être transféré dans tout autre lieu de la commune par simple décision du conseil d'administration ou de l'administrateur unique.

Le conseil d'administration respectivement l'administrateur unique aura le droit d'instituer des bureaux, centres administratifs, agences et succursales partout, selon qu'il appartiendra, aussi bien dans le Grand-Duché qu'à l'étranger.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet la réalisation de toutes opérations commerciales, ou financières généralement quelconques, au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger.

La société peut prendre des participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, et assurer la gestion ainsi que la mise en valeur de ces participations.

Capital - Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à TRENTE-DEUX MILLE EUROS (€ 32.000.-), représenté par trente-deux mille (32.000) actions d'une valeur nominale d'UN EURO (€ 1.-) chacune.

Le capital social pourra être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale, délibérant comme en matière de modification des statuts.

Art. 6. Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La Société pourra racheter ses propres actions dans les limites prévues par la loi.

Art. 7. La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action.

S'il y a plusieurs propriétaires par action, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire. Il en sera de même dans le cas d'un conflit opposant l'usufruitier et le nu-propriétaire ou un débiteur et un créancier gagiste.

Administration - Surveillance

Art. 8. En cas de pluralité d'actionnaires, la société doit être administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Si la société est établie par un actionnaire unique ou si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la société a seulement un actionnaire restant, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un membre, jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs ou l'administrateur unique seront élus par l'assemblée des actionnaires pour un terme qui ne peut excéder six ans et toujours révocables par elle.

Les administrateurs sortants peuvent être réélus.

Le conseil d'administration peut élire parmi ses membres un président et s'il en décide ainsi, un ou plusieurs vice-présidents du conseil d'administration. Le premier président sera désigné par l'assemblée générale. En cas d'absence du président, les réunions du conseil d'administration sont présidées par un administrateur présent désigné à cet effet.

Art. 9. Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président du conseil ou de deux de ses membres.

Les administrateurs seront convoqués séparément à chaque réunion du conseil d'administration. Sauf le cas d'urgence qui doit être spécifié dans la convocation, celle-ci sera notifiée au moins quinze jours avant la date fixée pour la réunion.

Le conseil se réunit valablement sans convocation préalable au cas où tous les administrateurs sont présents ou valablement représentés.

Les réunions du conseil d'administration se tiennent au lieu et à la date indiqué dans la convocation.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou valablement représentée. La présence peut également être assurée par téléphone ou vidéo conférence.

Tout administrateur empêché peut donner par écrit délégation à un autre membre du conseil pour le représenter et pour voter en son lieu et place.

Les résolutions du conseil seront prises à la majorité absolue des votants. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion sera prépondérante.

Les résolutions signées par tous les administrateurs seront aussi valables et efficaces que si elles avaient été prises lors d'un conseil dûment convoqué et tenu. De telles signatures peuvent apparaître sur un document unique ou sur des copies multiples d'une résolution identique et peuvent être révélées par lettres, courriel ou fax.

Un administrateur, ayant des intérêts personnels opposés à ceux de la société dans une affaire soumise à l'approbation du conseil, sera obligé d'en informer le conseil et de se faire donner acte de cette déclaration dans le procès-verbal de la réunion. Il ne peut prendre part aux délibérations afférentes du conseil.

Lors de la prochaine assemblée générale des actionnaires, avant de procéder au vote de toute autre question, les actionnaires seront informés des matières où un administrateur a un intérêt personnel opposé à celui de la société.

Au cas où un membre du conseil d'administration a dû s'abstenir pour intérêt opposé, les résolutions prises à la majorité des membres du conseil présents ou représentés à la réunion et qui votent, seront tenues pour valables.

Lorsque la société comprend un associé unique, il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la société et son administrateur ayant eu un intérêt opposé à celui de la société.

Art. 10. Les décisions du conseil d'administration seront constatées par des procès-verbaux, qui seront insérés dans un registre spécial et signés par au moins un administrateur.

Les copies ou extraits de ces minutes doivent être signés par le président du conseil d'administration ou par deux administrateurs ou l'administrateur unique.

Art. 11. Le conseil d'administration ou l'administrateur unique sont investis des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes de disposition et d'administration dans l'intérêt de la société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi du 10 août 1915, telle que modifiée ou par les statuts de la société à l'assemblée générale, seront de la compétence du conseil d'administration ou de l'administrateur unique.

Art. 12. Le conseil d'administration peut déléguer des pouvoirs à un ou plusieurs de ses membres. Le conseil d'administration ou l'administrateur unique peut désigner des mandataires ayant des pouvoirs définis et les révoquer en tout temps. Le conseil d'administration peut également déléguer la gestion journalière de la société à un de ses membres, qui portera le titre d'administrateur-délégué.

Art. 13. Le conseil d'administration ou l'administrateur unique représente la société en justice, soit en demandant soit en défendant.

Les exploits pour ou contre la société sont valablement faits au nom de la société seule.

Art. 14. Vis-à-vis des tiers la société est engagée en toutes circonstances comme suit:

- en cas d'administrateur unique, par la signature individuelle de cet administrateur,

- en cas de pluralité d'administrateurs, par la signature conjointe de deux administrateurs dont obligatoirement celle du délégué à la gestion journalière (administrateur-délégué) si un tel était nommé, ou encore
- par la signature individuelle du délégué à la gestion journalière (administrateur-délégué) dans les limites de ses pouvoirs, ou
- par la signature individuelle ou conjointe d'un ou de plusieurs mandataires dûment autorisés par le conseil d'administration.

Art. 15. La surveillance des opérations de la société sera confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale ou l'actionnaire unique, qui fixe le nombre, leurs émoluments et la durée de leurs mandats, laquelle ne peut pas dépasser six ans.

Tout commissaire sortant est rééligible.

Assemblées

Art. 16. S'il y a seulement un actionnaire, l'actionnaire unique assure tous les pouvoirs conférés à l'assemblée des actionnaires et prend les décisions par écrit.

En cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale des actionnaires représente tous les actionnaires de la société.

Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales.

Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

Art. 17. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le dernier vendredi du mois de juin à 10.00 heures.

Si la date de l'assemblée tombe sur un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.

Art. 18. Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le conseil d'administration respectivement par l'administrateur unique ou le commissaire aux comptes. Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant dix pour cent (10%) du capital social.

Art. 19. Chaque action donne droit à une voix.

Année sociale - Répartition des Bénéfices

Art. 20. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente-et-un décembre de chaque année.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Il remet ces pièces avec un rapport sur les opérations de la société un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire au(x) commissaire(s).

Art. 21. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé cinq pour cent (5%) au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.

Dissolution - Liquidation

Art. 22. La société peut en tout temps être dissoute par décision de l'assemblée générale ou de l'associé unique.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'opérera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'Assemblée Générale ou par l'associé unique qui déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Disposition générale

Art. 23. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Quatrième résolution

L'assemblée générale décide d'accepter la démission de Madame Isabelle CANTO en tant qu'administrateur unique et administrateur-délégué de la société et lui accorde décharge pour l'exécution de son mandat.

Cinquième résolution

L'assemblée générale décide d'accepter la démission de la société Fiduciaire du Large en tant que commissaire aux comptes de la société et lui accorde décharge pour l'exécution de son mandat.

Sixième résolution

L'assemblée générale décide de nommer Monsieur Aloyse SCHOLTES, administrateur de société, demeurant à L-2734 Luxembourg, 44, rue de Wiltz, en tant qu'administrateur unique de la société, son mandat expirant à l'assemblée générale de 2019,

lequel aura tous pouvoirs pour engager la société par sa seule signature

Septième résolution

L'assemblée générale décide de nommer la société anonyme FOP CONSEIL, avec siège social à L-8080 Bertrange, 1, rue Pletzer, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 186.074, en tant que commissaire aux comptes de la société, son mandat expirant à l'assemblée générale de 2019.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour Madame le Président lève la séance.

Dont procès-verbal, fait et passé à Echternach, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants de tout ce qui précède, ces derniers, tous connus du notaire instrumentant par noms, prénoms, états et demeures, ont signé avec le notaire le présent procès-verbal.

Signé: P. SIMON, M. SCHOU, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 13 août 2014. Relation: ECH/2014/1533. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): D. SPELLER.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 18 août 2014.

Référence de publication: 2014130505/207.

(140148472) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

Snaps Investissements S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 139.554.

EXTRAIT

Me Christophe ANTINORI, avocat à la Cour, demeurant professionnellement à L-1660 Luxembourg, 30, Grand-Rue, fait savoir qu'il a dénoncé le siège social de la société SNAPS INVESTISSEMENTS S.A., société anonyme, immatriculée au R.C.S. de Luxembourg sous le n° B 139554, avec effet au 8 juillet 2014.

Luxembourg, le 8 juillet 2014.

Référence de publication: 2014129769/11.

(140146153) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 août 2014.

LFIS Vision, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 177.538.

STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the first of August.

Before Maître Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting of shareholders of LFIS VISION, a public limited company (société anonyme) qualifying as an investment company with variable share capital, with its registered office in Luxembourg, incorporated pursuant to a notarial deed dated May 14, 2013, which was published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") number 1309 of June 4, 2013.

The Meeting was opened under the chairmanship of Mrs Sylvie Dobson, bank employee, residing professionally in Hesperange,

who appointed as secretary Mr Emmanuel Gilson de Rouvieux, bank employee, residing professionally in Hesperange.

The meeting elected as scrutineer Mrs Aline Biej, bank employee, residing professionally in Hesperange.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I.- That all the shares being registered shares, the present meeting has been convened by notices containing the agenda sent to all the shareholders by registered mail on the 22nd July 2014.

II.- That the agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Amendment of the articles 1 and 3 of the Articles of association in order to reflect the entry into force of the 2013 Law, as follows:

Art. 1. Form. There is hereby formed among the subscriber(s) and all persons who may become holder of shares hereafter issued, a company in the form of a public limited company (“société anonyme”), formed as an investment company with variable capital (“SICAV”) and Specialized Investment Fund, governed by the present Articles of Association and by current Luxembourg laws, and notably by the Law on Commercial Companies of 10 August 1915 (the “1915 Law”), the Law on Specialized Investment Funds of 13 February 2007 (the “2007 Law”) and the Law on Alternative Investment Fund Managers of 12 July 2013 (the “2013 Law”).

Art. 3. Purpose. The Company’s exclusive object is the collective investment of its funds in assets in order to spread the investment risks and to ensure for the investors the benefit of the results of the management of these assets according to its investment objectives and policies in accordance with the provisions of the 2007 Law, of the 2013 Law and applicable Luxembourg Supervisory Authority’s (the “CSSF”) Circulars.

The investment objectives and strategy of the Company are more fully described in the Company’s private placement memorandum.

The Company may also enter into, assist or participate in any financial, commercial and other transactions, and in particular, without limitation, grant any assistance, loans, advances or guarantees and raise money in any manner and secure the repayment of any money borrowed from third parties or from its shareholders.

In addition, the Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly to all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose to the full extent permitted by the 2007 Law.

2. Amendment of the articles 2, 4, 12, 13, 18, 27 and 32 of the Articles in order to reflect the entry into force of the 2013 Law and the update of Prospectus, and to add some definitions.

I. That the names of the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list, signed by the shareholders present, the proxies of the represented shareholders, by the board of the meeting and the notary will remain annexed to the present deed to be registered therewith with the registration authorities;

II. The quorum of at least one half of the capital is required by Article 67-1 (2) of the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, and the resolution on each item of the agenda, has to be passed by the affirmative vote of at least two thirds of the votes validly cast at the Meeting.

III. That pursuant to the attendance list, out of 201,385.514 shares in issue, 180,538 shares of the Fund are present or represented at the present meeting;

IV. That the quorum of shareholders as required by law to decide on all items above is met;

V. That the present meeting is regularly constituted and may validly deliberate on all the items on the agenda.

Then the general meeting, after due consideration, took the following resolutions, at an unanimous vote:

First Resolution

The meeting resolves to:

- amend the articles 1 and 3 of the Articles of association in order to reflect the entry into force of the 2013 Law, as follows:

Art. 1. Form. There is hereby formed among the subscriber(s) and all persons who may become holder of shares hereafter issued, a company in the form of a public limited company (“société anonyme”), formed as an investment company with variable capital (“SICAV”) and Specialized Investment Fund, governed by the present Articles of Association and by current Luxembourg laws, and notably by the Law on Commercial Companies of 10 August 1915 (the “1915 Law”), the Law on Specialized Investment Funds of 13 February 2007 (the “2007 Law”) and the Law on Alternative Investment Fund Managers of 12 July 2013 (the “2013 Law”).

Art. 3. Purpose. The Company’s exclusive object is the collective investment of its funds in assets in order to spread the investment risks and to ensure for the investors the benefit of the results of the management of these assets according to its investment objectives and policies in accordance with the provisions of the 2007 Law, of the 2013 Law and applicable Luxembourg Supervisory Authority’s (the “CSSF”) Circulars.

The investment objectives and strategy of the Company are more fully described in the Company’s private placement memorandum.

The Company may also enter into, assist or participate in any financial, commercial and other transactions, and in particular, without limitation, grant any assistance, loans, advances or guarantees and raise money in any manner and secure the repayment of any money borrowed from third parties or from its shareholders.

In addition, the Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly to all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose to the full extent permitted by the 2007 Law.

- amend the articles 2, 4, 12, 13, 18, 27 and 32 of the Articles in order to reflect the entry into force of the 2013 Law and the update of Prospectus, and to add some definitions.

Second resolution

As a consequence of the the foregoing resolution the meeting resolves to restate the Articles of Incorporation as follows:

ARTICLES OF ASSOCIATION OF LFIS VISION

Art. 1. Form. There is hereby formed among the subscriber(s) and all persons who may become holder of shares hereafter issued, a company in the form of a public limited company (“société anonyme”), formed as an investment company with variable capital (“SICAV”) and Specialized Investment Fund, governed by the present Articles of Association and by current Luxembourg laws, and notably by the Law on Commercial Companies of 10 August 1915 (the “1915 Law”), the Law on Specialized Investment Funds of 13 February 2007 (the “2007 Law”) and the Law on Alternative Investment Fund Managers of 12 July 2013 (the “2013 Law”).

Art. 2. Name. The company’s name is LFIS VISION (the “Company”).

Art. 3. Purpose. The Company’s exclusive object is the collective investment of its funds in assets in order to spread the investment risks and to ensure for the investors the benefit of the results of the management of these assets according to its investment objectives and policies in accordance with the provisions of the 2007 Law, of the 2013 Law and applicable Luxembourg Supervisory Authority’s (the “CSSF”) Circulars.

The investment objectives and strategy of the Company are more fully described in the Company’s private placement memorandum.

The Company may also enter into, assist or participate in any financial, commercial and other transactions, and in particular, without limitation, grant any assistance, loans, advances or guarantees and raise money in any manner and secure the repayment of any money borrowed from third parties or from its shareholders.

In addition, the Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly to all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose to the full extent permitted by the 2007 Law.

Art. 4. Registered Office. The Company has its registered office in Hesperange, Grand Duchy of Luxembourg.

The registered office may be transferred within the municipality of Hesperange by decision of the board of directors (the “Board” or “Board of Directors”).

The Company may have offices, branches (whether or not a permanent establishment) and subsidiaries either in Luxembourg or abroad.

Art. 5. Duration. The Company is constituted for an unlimited duration.

The Company may be terminated at any time by a decision of the general meeting of shareholders in the manner required for the amendment of these Articles of Association.

The life of the Company does not come to an end upon the death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of any of its shareholders or members of the Board of Directors.

Art. 6. Share Capital. The initial share capital of the Company is set at thirty one thousand Euros (EUR 31,000.-) divided into 31 fully paid up Shares, with no par value. The Company’s share capital shall at any time be equal to its net asset value (“Net Asset Value”), as determined in accordance with Article twelve (12) hereafter.

The minimum subscribed capital of the Company, which must be achieved within 12 (twelve) months as from the date on which the Company has been authorized as a Specialized Investment Fund by the CSSF, shall be one million two hundred fifty thousand Euros (EUR 1,250,000.-) as required by the 2007 Law.

Art. 7. The sub-funds and classes of shares. The Company is a multi-compartment structure consisting of one or several sub-funds, each one representing a specific portfolio of assets and liabilities. There is no cross liability between sub-funds. Each sub-fund is invested in accordance with the investment objective and policy applicable to it. The investment objective and policy as well as other specific features of each sub-fund will be set forth in the Company’s private placement memorandum. The Board of Directors may decide to create at any time additional sub-funds or to close an existing sub-fund.

The Board of Directors may decide to issue, within each sub-fund, separate classes of shares, which may carry different rights and obligations, inter alia with regard to their distribution policy and right to revenues, their fee structure, their minimum initial subscription and holding amounts or their target investors. The specific features of the classes within each sub-fund will be set forth in the Company’s private placement memorandum. The Board of Directors may create at any time additional classes or close an existing class.

Art. 8. Form of shares / Register of shareholders. Shares will only be issued in registered form. All issued shares of the Company shall be registered in the register of shareholders. Such register shall contain the name and address of each shareholder, the number of shares held by it and, if applicable, their date of transfer.

The registration of the shareholder's name in the register of shares evidences its right of ownership over such registered shares. The shareholder shall receive a written confirmation of its shareholding. The shareholder may, at any time, change its address as entered in the register of shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

Fractions of shares may be issued, up to three decimal places.

Art. 9. Shareholders. The holding of shares is exclusively restricted to «Well-Informed Investors» as defined in the 2007 Law.

The Board of Directors shall have the power to impose such restrictions as it may think necessary for the purpose notably of ensuring that no shares in the Company are acquired or held by (a) any person in breach of these Articles of Association, the private placement memorandum of the Company, the law or requirement of any country or governmental authority, or (b) any person in circumstances which in the opinion of the Board of Directors might result in the Company incurring any liability to taxation or suffering any other pecuniary disadvantage which the Company might not otherwise have incurred or suffered.

For such purposes the Board of Directors may:

a) decline to issue any share and decline to register any transfer of a share where it appears to it that such registration or transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such share being held by a person who is precluded from holding shares of the Company;

b) at any time require any person whose name is entered in the register of shareholders to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not legal or beneficial ownership of such shareholder's shares rests or will rest in a person who is precluded from holding shares of the Company; and

c) where it appears to the Company that any person, who is precluded from holding shares of the Company is a legal or beneficial owner of shares or holds shares, cause the Company compulsorily to repurchase from any such shareholder all shares held by such shareholder.

Art. 10. Issue of shares. Whenever shares of the Company shall be offered by the Company for subscription, the price per share at which such shares shall be issued shall be equal to (1) during the initial subscription period for the relevant class, the initial subscription price for that class, as described in the Company's private placement memorandum; and (2) after the initial subscription period, the Net Asset Value per share for the relevant class as determined in accordance with the provisions of Article twelve (12) hereof and the provisions of the Company's private placement memorandum.

The initial subscription period (which may last one day) and the initial subscription price per share of each additional class or sub-fund will be determined by the Directors and described in the private placement memorandum. Upon activation of an additional class in a sub-fund, the initial subscription price per share for that class may be equal either (i) to the initial subscription price per share in a class of that sub-fund during the initial subscription period of that sub-fund or (ii) to the current Net Asset Value per share in an existing class of the sub-fund, upon decision in its sole discretion by the Board of Directors.

The Board of Directors may also decide that a subscription commission has to be paid, which the private placement memorandum may provide for, subject to such notice period and procedures as the Board of Directors may determine and publish in the private placement memorandum.

Allotment of shares shall be made immediately upon subscription and payment must be received by the Company within a period as determined from time to time by the Board of Directors. If payment is not received, the relevant allotment of shares may be cancelled. The Board of Directors may in its discretion determine the minimum amount of any subscription in any Class of share of any sub-fund.

Subscriptions received before a certain hour ("cut-off time") on a specific date (which does not need to be the valuation day - the "Valuation Day") as determined by the Board of Directors from time to time shall be processed at the Net Asset Value determined for the applicable Valuation Day. If subscriptions are received after that cut-off time as determined by the Board of Directors from time to time, they shall be processed at the Net Asset Value determined for the following Valuation Day. The investor will bear any taxes or other expenses attached to the application.

The Board of Directors reserves the right to accept or refuse any application of subscription for shares in whole or in part.

Art. 11. Transfer and conversion of shares. Any transfer of shares to the existing shareholders or to any third party shall require the prior written approval of the Board of Directors and the Board of Directors may in its discretion and without indicating any reason decline to approve or register such transfer.

The Board shall not accept any transfer of shares to any transferee who may not be considered as an eligible investor within the meaning of the 2007 Law and the private placement memorandum.

The shareholder wishing to transfer its shares in the Company will be responsible for all costs associated with any attempted or realized transfer.

Shareholders are not allowed to pledge or grant a security interest in any of their shares without the prior consent of the Board of Directors.

Unless otherwise provided for within the Company's private placement memorandum, shares of a sub-fund may not be converted for shares in another sub-fund at the request of the shareholders.

Art. 12. Net asset value. The Net Asset Value of each class shall be determined by the Central Administration of the Company under the supervision of the alternative investment fund manager of the Company (the "AIFM") from time to time, but subject to the provisions of the next following paragraph, in no event less than once a year as at 31 December, on such full bank business day or days in Luxembourg and France as the Board of Directors by resolution may direct (every such valuation day for which the Net Asset Value shall be determined will be referred to herein as "Valuation Day").

When a Valuation Day falls on a day that is not an exchange business day, then such Valuation Day shall be the next business day which is an exchange business day. An exchange business day shall mean a day other than (i) a day observed as a holiday on a stock exchange which (a) is the principal market for a significant proportion of the sub-fund(s)' investment or (b) is a market for a significant proportion of the sub-fund's investment or (ii) a day that is a holiday elsewhere and impedes the calculation of the fair market value of the investments of the subfund(s).

The Net Asset Value per share in each class will be expressed in the reference currency of the respective class as a per share figure, and shall be determined on each Valuation Day by dividing the value of the assets of the sub-fund properly able to be allocated to such class less the liabilities of the sub-fund properly able to be allocated to such class by the number of shares then outstanding in the class on the Valuation Day. The Net Asset Value per share of each class may be rounded up or down to the nearest two (2) decimals of the reference currency of such class of shares.

The assets of each sub-fund of the Company shall be deemed to include:

- a) all securities, debt securities, shares and units of investment funds, options and other investments and securities owned or contracted for by the Company on account of such sub-fund;
- b) all cash in hand or on deposit for the account of such sub-fund, which may be held on an accessory and temporary basis, including any interest accrued thereon;
- c) all bills and demand notes and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered), which may be held on an accessory and temporary basis for the account of such sub-fund;
- d) all stock dividends, cash dividends, cash distributions receivable by the Company in respect of investments of the sub-fund to the extent information thereon is reasonably available to the Company;
- f) all interest accrued on any interest bearing securities held by the Company for the account of the sub-fund, except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such security;
- g) the primary expenses of the Company insofar as the same have not been fully amortized; and
- h) all other assets of every kind and nature, including real estates, attributable to the sub-fund, including pre-paid expenses.

For the purpose of determining the value of the Company, the Central Administration, having due regards to the standard of care and due diligence in this respect, shall, when calculating the Net Asset Value, rely on the valuations as determined in application of the pricing policy agreed with the AIFM.

For the purpose of determining the value of each sub-fund's investments and if one or more pricing sources fail to provide valuations, the Central Administration may, in line with the pricing policy agreed with the AIFM, rely upon valuation provided by the AIFM or information received from various pricing sources (including brokers) duly authorized to that effect by the AIFM. In circumstances where one or more pricing sources fail to provide valuations for an important part of the assets, the Central Administration is authorized to delay the calculation of the Net Asset Value in accordance with the Board of Directors' instructions. The Board of Directors may then decide to suspend the Net Asset Value calculation, in accordance with the procedures set out in the private placement memorandum.

The liabilities of each sub-fund of the Company shall be deemed to include:

- a) all loans, bills and accounts payable;
- b) all accrued or payable administrative expenses, including but not limited to the Directors, administration, advisory and custodian fees;
- c) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property;
- d) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the Company, and other reserves, if any, authorized and approved by the Board of Directors; and
- e) all other liabilities of each sub-fund of the Company of whatsoever kind and nature except liabilities represented by Shares in the Company.

For the purpose of the Net Asset Value calculation:

- a) Shares in respect of which subscription has been accepted but payment has not yet been received shall not be deemed to be existing;
- b) Shares of the Company to be redeemed shall, until paid, be deemed to be a liability of the Company;
- c) All investments, cash balances and other assets of the Company not expressed in Euro, shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the Net Asset Value; and
- d) effect shall be given on any Valuation Day to any purchases or sales of securities contracted for by the Company on such Valuation Day, to the extent practicable.

The calculation of the Net Asset Value and the issue, subscription, redemption and conversion of shares of any classes of any sub-fund may be temporarily suspended by the Board of Directors in the following circumstances:

- during any period (other than ordinary holidays or customary weekend closings) when any market or stock exchange is closed, which is the main market or stock exchange for a significant part of the sub-fund's investments, for in which trading therein is restricted or suspended; or
- during any period when an emergency exists as a result of which it is impossible to dispose of investments which constitute a substantial portion of the assets of a sub-fund; or it is impossible to transfer monies involved in the acquisition or disposition of investments at normal rates of exchange; or it is impossible for the Company fairly to determine the value of any assets in a sub-fund; or
- during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price of any of the sub-fund's investments or of current prices on any stock exchange; or
- when for any reason the prices of any investment owned by the sub-fund cannot be reasonably, promptly or accurately ascertained; or
- during the period when remittance of monies which will or may be involved in the purchase or sale of any of the sub-fund's investments cannot, in the opinion of the Board of Directors, be carried out at normal rates of exchange; or
- following a possible decision to liquidate or dissolve the Company or one or several sub-funds; or
- in all other cases in which the Board of Directors considers a suspension to be in the best interest of the Company or its shareholders.

Any redemption request made or in abeyance during such a suspension period may be withdrawn by written notice to be received by the Company before the end of such suspension period. Should such withdrawal not be effectuated, the Shares in question shall be redeemed on the first Valuation Date following the termination of the suspension period. Shareholders who have requested the issue or redemption of Shares shall be informed of such suspension when such request is made.

Any application for subscription or redemption of Shares is irrevocable except in case of suspension of the calculation of the Net Asset Value in the relevant SubFund, in which case Shareholders may give notice that they wish to withdraw their application. If no such notice is received by the Company, such application will be dealt with on the first Valuation Date following the end of the period of suspension.

The suspension of the calculation of the Net Asset Value and of the issue, subscription, redemption and conversion of the shares of any classes of any subfund shall be notified by the Company in such manner as it may deem appropriate to the persons likely to be affected thereby. The Company shall notify shareholders requesting redemption of their shares of such suspension.

The suspension period should in principle not exceed 3 months, otherwise the Board of Directors may decide either to redeem shares or to liquidate the Company at the best interests of the shareholders.

The value of the assets of each sub-fund is determined as follows:

1. transferable securities and money market instruments admitted to official listing on a stock exchange or dealt with in on another market in a non-member state which is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public are valued on the basis of the last known price. If the same security is quoted on different markets, the quotation of the main market for this security will be used. If there is no relevant quotation or if the quotations are not representative of the fair value, the evaluation will be done in good faith by the AIFM or its delegate with a view to establish the probable sales price for such securities;
2. non-listed securities are valued on the basis of their probable sales price as determined in good faith by the AIFM;
3. liquid assets are valued at their nominal value plus accrued interest;
4. derivatives are valued at market value.

Whenever a foreign exchange rate is needed in order to determine the Net Asset Value of a class, the applicable foreign exchange rate on the respective Valuation Day will be used.

In addition, appropriate provisions will be made to account for the charges and fees charged to the sub-funds and classes as well as accrued income on investments.

In the event it is impossible or incorrect to carry out a valuation in accordance with the above rules owing to particular circumstances, such as hidden credit risk, the AIFM is entitled to use other generally recognised valuation principles, which can be examined by an auditor, in order to reach a proper valuation of each Sub-Fund's total assets.

Art. 13. Redemption of shares. The Company is an open-ended Specialized Investment Fund. However, the Board of Directors may decide, depending on the investment strategy and objectives of each sub-fund, to launch closed-ended sub-funds.

Redemptions will be made in accordance with the principles set forth in the private placement memorandum of the Company for each sub-fund.

If so specified in the private placement memorandum, the Company may have the right, if the Board of Directors so determines and with the consent of the shareholder concerned, to satisfy payment in kind of the redemption price to any shareholder by allocating to such shareholder investments from the portfolio set up in connection with such classes of shares equal in value as of the Valuation Day on which the redemption price is calculated to the value of shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other shareholders of the relevant sub-fund, and the valuation used shall be confirmed by a special report of the auditor. The cost of such transfer shall be borne by the shareholder involved.

Redemption of shares shall be made at a price, which is determined by the Board of Directors to be the fair value for the shares to be redeemed by applying the principles described in the Company's private placement memorandum. The rules relating to distributions as set forth in the Company's private placement memorandum of the Company are furthermore applicable.

The Company may decide to compulsorily redeem the shares wholly or in part in particular in the following circumstances:

- a) the shares are held by shareholders not authorized to buy or own shares in the Company, i.e. a shareholder that no longer qualifies as «Well-Informed Investor» as defined in the 2007 Law or such shareholder (or an Affiliate of the same) that becomes a US Person according to the Company's private placement memorandum;
- b) in the event that a shareholder is declared bankrupt, enters into an arrangement for the benefit of its creditors or goes into liquidation;
- c) in case of liquidation or merger of sub-funds or classes of shares;
- d) in order to distribute the proceeds of realization of investments;
- e) in all other circumstances as the Board of Directors may deem appropriate in accordance with the terms and conditions set out in the Company's private placement memorandum.

Redemption prices shall be calculated according to principles laid down in the private placement memorandum. Except in the cases c) and d) above the Board of Directors may impose such penalty as it deems fair and appropriate.

All redeemed shares or fractions thereof shall be automatically cancelled.

Art. 14. Board of Directors. The Company will be managed by the Board of Directors of the Company, composed of not less than three (3) members; members of the Board of Directors need not to be shareholders of the Company. The Directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting for a period not exceeding six (6) years and shall hold office until their successor are elected. A Director may be removed with or without cause and replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

In the event of vacancy in the office of a Director because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors may meet and elect, by majority of vote, a Director to fill such vacancy until the next meeting of the shareholders.

Art. 15. Chairman. The Board of Directors shall elect from among its members a chairman (the "Chairman") and may choose from among its members one or more vice-chairmen ("Vice-Chairmen"). It may also choose a secretary, who needs not to be a Director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the shareholders. The Board of Directors shall meet upon call by the Chairman, or two Directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The Chairman shall preside at all meetings of shareholders or in his absence or inability to act, the Vice-Chairman or another Director appointed by the Board of Directors shall preside as chairman pro-tempore, or in their absence or inability to act, the shareholders may appoint another Director or an officer of the Company as chairman pro tempore by vote of the majority of shares present or represented at any such meeting.

The Chairman shall preside at all meetings of the Board of Directors, or in his absence or inability to act, the Vice-Chairman or another Director appointed by the Board of Directors shall preside as chairman pro-tempore.

The Board of Directors shall from time to time appoint the officers of the Company, including an investment manager or other officers considered necessary for the operation and management of the Company, who need not to be Directors or shareholders of the Company. The officers appointed unless otherwise stipulated in these Articles, shall have the power and duties granted to them by the Board of Directors.

Written notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all Directors at least twenty-four (24) hours in advance of the hour set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by cable, telegram, telex or telefax or any other similar or electronic communication means from each Director. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places set out in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

Any Director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing another Director as his proxy, which appointment shall be in writing or in form of a cable, telegram, telex, telefax or any other similar or electronic communication means.

Directors may also assist at board meetings and board meetings may be held by telephone link or telephone conference, provided that the vote be confirmed in writing or in form of a cable, telegram, telex, telefax or any other similar or electronic communication means. The Directors may only act at duly convened meetings of the Board of Directors. Directors may not bind the Company by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the Board of Directors.

The Board of Directors can deliberate or act with due authority if at least a majority of the Directors is present or represented at such meeting. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the Directors present or represented at such meeting.

Resolutions signed by all members of the Board of Directors will be as valid and effectual as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter, cable, telegram, telex, telefax or any other similar or electronic communication means.

Art. 16. Minutes. The minutes of any meeting of the Board of Directors shall be signed by the Chairman or, in his absence, by the chairman pro-tempore who presided at such meeting or by two (2) Directors.

Copies or extracts of such minutes which are to be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the Chairman, or by the chairman pro-tempore of that meeting, or by two (2) Directors or the secretary or an assistant secretary.

Art. 17. Power. The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration, disposition and execution in the Company's interest. All powers not expressly restricted by law or by the present Articles of Association to the general meeting of shareholders fall within the competence of the Board of Directors.

Art. 18. Delegation of Power. The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as authorised signatory for the Company) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to one or several physical persons or corporate entities, which need not be Directors, who shall have the powers determined by the Board of Directors and who may, if the Board of Directors so authorises, sub-delegate their powers.

The Board may also confer special powers of attorney by notarial or private proxy.

The Board may further decide to create either at the level of the Company or for a specific sub-fund any committee the members of which need not be Directors.

The Board shall organize such committee functioning and determine the powers of their members as further described in the private placement memorandum of the Company.

The Company may designate an AIFM submitted to the 2013 Law in compliance with the provisions of the 2013 Law.

The appointment and revocation of the Company's service providers, including the AIFM (if any), will be decided by the Board of Directors of the Company at the majority of the Directors present or represented.

Art. 19. Conflicts of Interest. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm. Any Director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any Director or officer of the Company may have, in any transaction of the Company, an interest opposite to the interests of the Company, such Director or officer shall make known to the Board of Directors such opposite interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such Director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding general meeting of shareholders.

The term "opposite interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving any person, company or entity as may from time to time be determined by the Board of Directors in its discretion.

Art. 20. Signature. The Company shall be bound by the joint signature of any two (2) Directors or by the individual signature(s) of any duly authorised Director or officer of the Company or by the individual signature of the Chairman or any other person(s) to whom authority has been delegated by the Board of Directors.

Art. 21. Indemnification. The Company will indemnify any Director, agent of the Company, officer or member of any committee referred to above and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a Director, agent, officer or member of any committee of the Company or, at its request, of any other company of which the Company is a shareholder or a creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or

misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 22. General meetings of shareholders. The general meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all the shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

If all shareholders are present or represented at the general meeting and state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the general meeting may be held without prior notice.

The general meeting of shareholders shall meet upon call by the Board of Directors. It may also be called upon the written request of shareholders representing at least one tenth of the share capital.

Upon request of shareholders representing at least one tenth of the share capital, one or more new items shall be added to the agenda of any general meeting of shareholders. Such demand shall be addressed to the registered office of the Company by registered mail at least five (5) days before such meeting.

The annual meeting shall be held in accordance with Luxembourg law at the registered office of the Company, on the third Friday of May each year at 11am Luxembourg time.

If such day is a legal or bank holiday in Luxembourg, the annual meeting shall be held on the next banking day.

Other meetings of shareholders, including meetings of shareholders of one specific sub-fund or class of shares, may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

The quorum and time-limits provided by law shall govern the convening notices and the conduct of the meetings of shareholders of the Company unless otherwise provided herein.

Any shareholder may participate in a general meeting of shareholders by video conference, or by conference call or similar means of communication equipment which enables his/her identification and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting. The means of communication used must allow all the persons taking part in the meeting to hear one another on a continuous basis and must allow an effective participation of all such persons in the meeting. The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders in order to attend any meeting of shareholders.

The business transacted at any meeting of the shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters.

Each whole share of the Company is entitled to one vote, in compliance with Luxembourg law and these Articles of Association. A shareholder may act at any meeting of shareholders by giving a proxy to another person in writing or by cable, telex, facsimile transmission or any other similar or electronic communication means, who need not be a shareholder and who may be a Director of the Company.

Unless otherwise provided by law or herein, resolutions of the general meeting are passed by a simple majority of the votes validly cast, unless the item to be resolved upon relates to an amendment of the Articles, in which case the resolution will be passed with a majority of the two thirds of the votes validly cast.

Art. 23. Financial Year. The Company's financial year begins on December 1st and closes on November 30 of the following year.

Art. 24. Accounts. Each year, the Board of Directors will draw up the annual accounts of the Company. The annual accounts shall be approved by the annual general meeting of shareholders upon proposal of the Board of Directors. The accounts shall be expressed in Euro.

Art. 25. Supervision. The operations of the Company and its financial situation shall be supervised by one independent auditor qualifying as a «réviseur d'entreprises agréé» who shall be appointed by the shareholders for a renewable term of one (1) year. The independent auditor shall be remunerated by the Company and shall remain in office until its successor is appointed. The independent auditor shall fulfill all duties prescribed by the 2007 Law. The independent auditor may only be removed by the Board of Directors on serious grounds.

Art. 26. Distribution. Subject to permitted reinvestments, and the requirements of Luxembourg law, distributions shall be payable by the Company on its shares upon decision by the Board of Directors in accordance with the Company's private placement memorandum.

No distribution may be made if after the declaration of such Distribution the net asset value of the Company would fall below EUR 1,250,000.- (one million two hundred fifty thousand Euro).

Art. 27. Custodian. The Company shall enter into a custodian agreement with a financial institution, which shall satisfy the requirements of the 2007 Law and the 2013 Law. The custodian shall assume towards the Company and the shareholders the responsibilities set out in the 2007 Law (notably in article 16 of the 2007 Law) and the 2013 Law, the custodian agreement and any other law applicable.

In the event of termination of the custodian agreement or the resignation of the custodian, the Board of Directors shall use its best endeavors to find a financial institution to act as custodian and upon doing so the Board of Directors

shall appoint, further to the provisions of the Company's private placement memorandum, such financial institution to be custodian in place of the former custodian.

Art. 28. Liquidation. In the event of dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (whether natural persons or legal entities approved by the CSSF) named pursuant to a general meeting effecting such dissolution and at which meeting the liquidators' powers and compensation shall be determined. The operations of liquidation will be carried out pursuant to the 1915 Law.

The net proceeds of liquidation in respect of each sub-fund or, as the case may be, of each class within each sub-fund, shall be distributed by the liquidators to the holders of shares of the relevant class in proportion to their holding of such shares in such sub-fund or class, and the liquidators shall determine whether such proceeds shall be distributed in cash or kind.

If the Company's share capital (i.e. the aggregate of all sub-funds) falls below two-thirds of the minimum capital (EUR 1,250,000.-), the Board of Directors must submit a proposal for the Company's termination to a general meeting for deliberation. No quorum requirements will be applied; winding-up may be pronounced by a simple majority of the validly cast votes.

If the Company's share capital falls below one quarter of the minimum capital increased by the share premium (EUR 1,250,000.-), the Board of Directors must submit a proposal for the Company's termination to the general meeting for deliberation. No quorum requirements will be applied; winding-up may be pronounced by the shareholders owning one quarter of the validly cast votes.

The aforesaid meetings shall be convened within forty days of the date at which it was ascertained that the net assets fell below two-thirds or one quarter of the minimum capital, respectively. Moreover, the Company may be terminated by resolution of the general meeting in accordance with the pertinent provisions of these Articles of Association.

The resolutions of the general meeting of shareholders or of a court of law pronouncing the termination and winding-up of the Company are to be published in the Mémorial and in two newspapers with sufficiently wide circulation, at least one of which must be a Luxembourg newspaper. The choice of which newspapers are to carry the publication is made at the discretion of the liquidator(s).

Art. 29. Termination of sub-funds or classes of shares. The Board of Directors may decide to close one or more classes or sub-funds (having or not a limited duration) in the best interests of the shareholders, if there has been a substantial modification in the political, economic, regulatory or monetary situation pertinent to a class or sub-fund, which, in the opinion of the Board of Directors renders this decision necessary, or where such action is required in order to protect the interests of shareholders, or if for any reason whatsoever, the value of the net assets of a sub-fund falls below an amount determined in the Company's private placement memorandum and the Board of Directors determines that the interests of the shareholders of that same class or sub-fund demand such action to be taken.

The Company shall serve a notice in writing to the shareholders of the relevant class or sub-fund, which will indicate the reasons and the procedure for the redemption operations.

The Company shall base these redemptions on the net asset value taking into account liquidation expenses.

The amounts that have not been claimed by the shareholders or their beneficiaries at the close of liquidation of a class or sub-fund shall be deposited with the Caisse de Consignation in Luxembourg.

All redeemed Shares may be cancelled.

Art. 30. Contribution of sub-funds or class of shares to another sub-fund or class of shares within the Company. A sub-fund or class may be merged with another sub-fund or class of another Sub-fund by decision of the Board of Directors of the Company for sub-fund or Class restructuring purposes or if the value of its net assets falls below an amount that is considered by the Board of Directors as being too low to ensure an efficient management of its assets or if a change in the economic or political situation relating to the sub-fund or class concerned would justify such merger or if necessary in the interests of the shareholders or the Company. Notice of the merger will be given in writing to registered Shareholders. Each shareholder of the relevant sub-fund or class shall be given the possibility within a period to be determined by the Board of Directors, but not being less than one month, and published in said newspapers to request, free of any charge, the repurchase or conversion of its Shares. At the close of such period, the contribution shall be binding for all shareholders who did not request a redemption or a conversion.

Art. 31. Contribution of sub-funds or class of shares to another sub-fund or class of shares of another investment fund. A sub-fund or class may be contributed to another Luxembourg investment fund by decision of the Board of Directors of the Company in the event of special circumstances beyond its control such as political, economic or military emergencies or if the Board of Directors should conclude, in light of prevailing market or other conditions, including conditions that may adversely affect the ability of a sub-fund or class to operate in an economically efficient manner, and with due regard to the best interests of the shareholders, that a sub-fund or class should be contributed to another fund. In such events, notice will be given in writing to shareholders. Each shareholder of the relevant sub-fund or class shall be given the possibility within a period to be determined by the Board of Directors, but not being less than one month, to request, free of any charge, the repurchase or conversion of its shares. At the close of such period, the contribution shall

be binding for all shareholders who did not request a redemption or a conversion. In the case of a contribution to a mutual fund, however, the contribution will be binding only on shareholders who expressly agreed to the contribution.

When a sub-fund or class is contributed to another Luxembourg investment fund, the valuation of the sub-fund's assets shall be verified by the auditor of the Fund who shall issue a written report at the time of the contribution.

A sub-fund may exclusively be contributed to a foreign undertaking for collective investment with the unanimous approval of the shareholders of the relevant sub-fund or under the condition that only the assets of the consenting shareholders shall be so contributed.

Art. 32. Applicable Law. Reference is made to the provisions of the 1915 Law, the 2007 Law and the 2013 Law for which no specific provision is made in these Articles of Association.

Art. 33. Definitions and Interpretation. References to articles are to the Articles of these Articles of Association. Words importing gender include each gender. References to persons include bodies corporate, firms and unincorporated associations. The singular includes the plural and vice versa. Headings of articles are included for convenience only and do not affect their interpretation. References to all or any part of any statute or statutory instrument include any statutory amendment, modification or re-enactment in force from time to time and references to any statute include any statutory instrument or regulations made under it. Any reference to the Company, the Board of Directors, agents, etc, includes a reference to its or their duly authorized agents or delegates.

There being no further items on the agenda, the general meeting was thereupon closed.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Hesperange, on the day named at the beginning of the document.

The document having been read to the named persons, they signed together with the notary the present deed.

Signé: S. DOBSON, E. G. DE ROUVREUX, A. BIEJ et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 5 août 2014. Relation: LAC/2014/37088. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 14 août 2014.

Référence de publication: 2014131376/555.

(140148682) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2014.

Morgan - Jupiter International Realty S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 189.508.

—
STATUTES

In the year two thousand fourteen, on the fourth of August

Before Maître Joseph ELVINGER, Civil Law Notary in Luxembourg, the Undersigned.

THERE APPEARED

Morgan - Jupiter Assets Management Limited, a corporation existing under the laws of Hong Kong, established and having its registered office at 9B, Amtel Building, 148 Des Voeux Road Central, Hong Kong, registered with the Companies Registry in Hong Kong under number 2036039 (the "Appearing Party"),

hereby represented by Sara Lecomte, private employee, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given privately to her in Luxembourg.

The said proxy, after having been signed ne varietur by the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as stated hereabove, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (Société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

Art. 1. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the "Company"), and in particular the law dated August 10, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the "Law"), as well as by the articles of association (hereafter the "Articles"), which specify in the articles 7, 10, 11 and 15 the exceptional rules applying to one member company.

Art. 2. The object of the Company is the direct and indirect acquisition and holding of participating interests, in any form whatsoever, in Luxembourg and/or in foreign undertakings, as well as the administration, development and management of such interests.

This includes, but is not limited to, investment in, acquirement of, disposal of, granting or issuing of preferred equity certificates, loans, bonds, notes debentures and other debt instruments, shares, warrants and other equity instruments

or rights, including, but not limited to, shares of capital stock, limited partnership interests, limited liability company interests, preferred stock, securities and swaps, and any combination of the foregoing, in each case whether readily marketable or not, and obligations (including but not limited to synthetic securities obligations) in any type of company, entity or other legal person.

The Company may also use its funds to invest in real estate, in intellectual property rights or any other movable or immovable assets in any form or of any kind.

The Company may grant pledges, guarantees, liens, mortgages and any other form of securities as well as any form of indemnities, to Luxembourg or foreign entities, in respect of its own obligations and debts.

The Company may also provide assistance in any form (including but not limited to the granting of advances, loans, money deposits and credits as well as the providing of pledges, guarantees, liens, mortgages and any other form of securities, in any kind of form) to the Company's subsidiaries. On a more occasional basis, the Company may provide the same kind of assistance to undertakings which are part of the same group of companies which the Company belongs to or to third parties, provided that doing so falls within the Company's best interest and does not trigger any license requirements.

In general, the Company may carry out any commercial, industrial or financial operation and engage in such other activities as the Company deems necessary, advisable, convenient, incidental to, or not inconsistent with, the accomplishment and development of the foregoing.

Notwithstanding the above, the Company shall not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity which would be considered as a regulated activity or that would require the Company to have any other license.

Art. 3. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. The Company will have the name Morgan - Jupiter International Realty S.à r.l.”.

Art. 5. The registered office is established in Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the manager or in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 6. The Company's corporate capital is set at twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500.-) represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares of one euro (EUR 1.-) each; all fully paid-up and subscribed.

The Company may redeem its own shares.

However, if the redemption price is in excess of the nominal value of the shares to be redeemed, the redemption may only be decided to the extent that sufficient distributable reserves are available as regards the excess purchase price. The shareholders' decision to redeem its own shares shall be taken by an unanimous vote of the shareholders representing one hundred per cent (100 %) of the share capital, in an extraordinary general meeting and will entail a reduction of the share capital by cancellation of all the redeemed shares.

Art. 7. Without prejudice to the provisions of article 6, the capital may be changed at any time by a decision of the single shareholder or by decision of the shareholders' meeting, in accordance with article 15 of these Articles.

Art. 8. Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 9. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 10. In case of a single shareholder, the Company's shares held by the single shareholder are freely transferable.

In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred by application of the requirements of article 189 of the Law.

Art. 11. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single shareholder or of one of the shareholders.

Art. 12. The Company shall be managed by one or several managers who need not be shareholders themselves (the "Manager(s)").

If two (2) Managers are appointed, they shall jointly manage the Company. If more than two (2) Managers are appointed, they shall form a board of managers (the "Board of Managers").

The Managers will be appointed by the shareholder(s), who will determine their number and the duration of their mandate. The Managers are eligible for reappointment and may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholder(s).

The shareholder(s) may decide to qualify the appointed Managers as class A Managers (the "Class A Managers") or class B Managers (the "Class B Managers").

The shareholder(s) shall neither participate in nor interfere with the management of the Company.

In case a Board of Managers is formed, the following rules shall apply:

The Board of Managers may appoint from among its members a chairman (the "Chairman"). It may also appoint a secretary, who need not be a Manager himself and who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Managers (the "Secretary").

The Board of Managers will meet upon call by the Chairman. A meeting of the Board of Managers must be convened if any two (2) of its members so require.

The Chairman will preside over all meetings of the Board of Managers, except that in his absence the Board of Managers may appoint another member of the Board of Managers as chairman pro tempore by majority vote of the Managers present or represented at such meeting.

Except in cases of urgency or with the prior consent of all those entitled to attend, at least three (3) calendar days' written notice of meetings of the Board of Managers shall be given in writing and transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text. Any such notice shall specify the time and the place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted. The notice may be waived by properly documented consent of each member of the Board of Managers. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a time schedule previously adopted by resolution of the Board of Managers.

The meetings of the Board of Managers shall be held in Luxembourg or at such other place as the Board of Managers may from time to time determine. Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another Manager as his proxy. Any Manager may represent one or several members of the Board of Managers.

A quorum of the Board of Managers shall be the presence or representation of at least half (1/2) of the Managers holding office, provided that in the event that the Managers have been qualified as Class A Managers or Class B Managers, such quorum shall only be met if at least one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager are present.

Decisions will be taken by a majority of the votes of the Managers present or represented at such meeting.

One or more Managers may participate in a meeting by conference call, visioconférence or any other similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the meeting.

A written decision, signed by all the Managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers which was duly convened and held. Such a decision may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several Managers.

If the managers are temporarily unable to act, the company's affairs can be managed either by the sole shareholder or, in case the company has more than one shareholder, by the shareholders acting under their joint signatures.

Art. 13. The Manager(s) may delegate special powers or proxies, or entrust determined permanent or temporary functions to persons or committees chosen by them.

The Company will be bound towards third parties by the individual signature of the sole Manager or by the individual signature of any Manager if more than one Manager has been appointed.

However, if the shareholder(s) have qualified the Managers as Class A Managers or Class B Managers, the Company will only be bound towards third parties by the joint signatures of one Class A Manager and one Class B Manager.

The Company will further be bound towards third parties by the joint signatures or sole signature of any person to whom special power has been delegated by the Manager(s), but only within the limits of such special power.

Art. 14. The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

Art. 15. The single shareholder assumes all powers conferred to the general shareholder meeting.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares which he owns.

Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding.

Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the Articles of the Company may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarter of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law.

Resolutions of shareholders can, instead of being passed at a general meeting of shareholders, be passed in writing by the shareholder. In this case, an explicit draft of the resolution(s) to be passed, will be sent to the shareholder and shall vote in writing.

Art. 16. The Company's year starts on 1st January and ends on 31st December of each year.

Art. 17. Each year, with reference to the end of the Company's year, the Company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 18. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

The balance of the net profits may be distributed to the shareholder(s) commensurate to his/their share holding in the Company.

The balance of the net profits may be distributed to the shareholder(s) commensurate to his/their share holding in the Company.

Subject to the conditions (if any) fixed by the Laws and in compliance with the foregoing provisions, the Manager(s) may pay out an advance payment on dividends to the shareholders. The Manager(s) fix the amount and the date of payment of any such advance payment.

Art. 19. At the time of winding up the Company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Art. 20. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles."

Subscription - Payment

Morgan - Jupiter Assets Management Limited, prenamed, represented as stated hereabove, declares to have fully paid up the twelve thousand five hundred (12,500) shares by contribution in cash, so that the amount of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500.-) is at the disposal of the Company, as has been evidenced to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

Transitory provisions

The first accounting year shall begin on the date of the incorporation of the Company and shall terminate on the 31 December 2014.

Estimate

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately one thousand three hundred Euros.

Resolutions of the shareholders

1) The Shareholders decide to appoint the following persons as managers for an undetermined period of time:

Class A Manager:

Mr Baldwin William Mak, born in Hong Kong, on the 9th April 1959, professionally residing at 9B Amtel Building, 148 Des Voeux Rd. Central, Hong Kong.

Class B Manager:

Ms Qian Zhao, born in Sichuan, on the 2nd March 1980, professionally residing at 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg.

2) The address of the Company is set at 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le quatre août,

Par devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

A COMPARU

Morgan - Jupiter Assets Management Limited, une société constituée selon les lois de Hong Kong, établie et ayant son siège social au 9B, Amtel Building, 148 Des Voeux Road Central, Hong Kong, immatriculée au Companies Registry de Hong Kong sous le numéro 2036039 (la "Comparante"),

ici représentée par Sara Lecomte, employée privée demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé lui-délivrée à Luxembourg.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le comparant et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Laquelle comparante, ès-qualité qu'elle agit, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont elle a arrêté les statuts comme suit:

« **Art. 1^{er}**. Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après la "Société"), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après "La Loi"), ainsi que par les statuts de la Société (ci-après "les Statuts"), lesquels spécifient en leurs articles 7, 10, 11 et 15, les règles exceptionnelles s'appliquant à la société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Art. 2. La Société a pour objet la prise de participations directes ou indirectes et la détention de ces participations, sous n'importe quelle forme, dans toutes entreprises luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que l'administration, la gestion et la mise en valeur de ces participations.

Ceci inclut, mais n'est pas limité à l'investissement, l'acquisition, la vente, l'octroi ou l'émission de certificats de capital préférentiels, prêts, obligations, reconnaissances de dettes et autres formes de dettes, parts sociales, bons de souscriptions et autres instruments de capital ou droits, incluant sans limitation, des parts de capital social, participations dans une association (limited partnership), participations dans une société à responsabilité limitée (limited liability company), parts préférentielles, valeurs mobilières et swaps, et toute combinaison de ce qui précède, qu'ils soient facilement réalisables ou non, ainsi que des engagements (incluant mais non limité à des engagements relatifs à des valeurs synthétiques) de sociétés, entités ou autres personnes juridiques de tout type.

La Société peut aussi utiliser ses fonds pour investir dans l'immobilier, les droits de propriété intellectuelle ou dans tout autre actif mobilier ou immobilier de toute sorte ou toute forme.

La Société peut accorder des gages, garanties, privilèges, hypothèques et toute autre forme de sûretés ainsi que toute forme d'indemnités, à des entités luxembourgeoises ou étrangères, en relation avec ses propres obligations et dettes.

La Société peut accorder toute forme d'assistance (incluant mais non limité à l'octroi d'avances, prêts, dépôts d'argent et crédits ainsi que l'octroi de gages, garanties, privilèges, hypothèques et toute autre forme de sûretés, de toute sorte et forme) aux filiales de la Société. De manière plus occasionnelle, la Société peut accorder le même type d'assistance aux sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société ou à des tiers, sous condition que cela tombe dans l'intérêt social et sans engendrer une obligation d'une autorisation spécifique.

D'une manière générale, la Société peut effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière et s'engager dans toute autre activité qu'elle jugera nécessaire, conseillée, appropriée, incidente à ou non contradictoire avec l'accomplissement et le développement de ce qui précède.

Nonobstant ce qui précède, la Société ne s'engagera dans aucune transaction qui entraînerait son engagement dans une quelconque activité qui serait considérée comme une activité réglementée ou qui requerrait de la Société la possession de toute autre autorisation spécifique.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société aura la dénomination «Morgan - Jupiter International Realty S.à r.l.»

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut-être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

L'adresse du siège social peut-être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales d'une valeur nominale de un euros (EUR 1,-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

La société peut racheter ses propres parts sociales.

Toutefois, si le prix de rachat est supérieur à la valeur nominale des parts sociales à racheter, le rachat ne peut être décidé que dans la mesure où des réserves distribuables sont disponibles en ce qui concerne le surplus du prix d'achat. La décision des associés de racheter les parts sociales sera prise par un vote unanime des associés représentant cent pour cent du capital social, réunis en assemblée générale extraordinaire et impliquera une réduction du capital social par annulation des parts sociales rachetées.

Art. 7. Sans préjudice des prescriptions de l'article 6, le capital peut-être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés, en conformité avec l'article 15 des présents Statuts.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfiques de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Art. 9. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 10. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par l'article 189 de la Loi.

Art. 11. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Art. 12. La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants qui n'ont pas besoin d'être associés (les «Gérants»).

Si deux (2) Gérants sont nommés, ils géreront conjointement la Société.

Si plus de deux (2) Gérants sont nommés, ils formeront un conseil de gérance (le «Conseil de Gérance»).

Les Gérants seront nommés par les associés, qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat. Les Gérants peuvent être renommés et peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution des associés.

Les associés pourront qualifier les gérants nommés de Gérants de catégorie A (les «Gérants de Catégorie A») ou Gérants de catégorie B (les «Gérants de Catégorie B»).

Les associés ne participeront ni ne s'immisceront dans la gestion de la Société.

Dans l'hypothèse où un Conseil de Gérance est formé, les règles suivantes s'appliqueront:

Le Conseil de Gérance peut nommer parmi ses membres un président (le "Président"). Il peut également nommer un secrétaire qui n'a pas besoin d'être lui-même Gérant et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux du Conseil de Gérance (le «Secrétaire»).

Le Conseil de Gérance se réunira sur convocation du Président. Une réunion du Conseil de Gérance doit être convoquée si deux (2) de ses membres le demandent.

Le Président présidera toutes les réunions du Conseil de Gérance, mais en son absence le Conseil de Gérance désignera un autre membre du Conseil de Gérance comme président pro tempore par un vote à la majorité des Gérants présents ou représentés à cette réunion.

Sauf en cas d'urgence ou avec l'accord préalable de tous ceux qui ont le droit d'y assister, une convocation écrite devra être transmise, trois (3) jours calendaires au moins avant la date prévue pour la réunion du Conseil de Gérance, par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit. La convocation indiquera la date, l'heure et le lieu de la réunion ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter. Il pourra être renoncé à cette convocation par un accord correctement consigné de chaque membre du Conseil de Gérance. Aucune convocation spéciale ne sera requise pour les réunions se tenant à des dates et des lieux déterminés préalablement par une résolution adoptée par le Conseil de Gérance.

Les réunions du Conseil de Gérance se tiendront à Luxembourg ou à tout autre endroit que le Conseil de Gérance pourra déterminer de temps à autre.

Tout Gérant peut se faire représenter aux réunions du Conseil de Gérance en désignant par un écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un autre Gérant comme son mandataire. Tout Gérant peut représenter un ou plusieurs membres du Conseil de Gérance.

Le Conseil de Gérance ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié (1/2) des Gérants en fonction est présente ou représentée, sous réserve que dans l'hypothèse où des Gérants de Catégorie A ou des Gérants de Catégorie B ont été désignés, ce quorum ne sera atteint que si au moins un Gérant de Catégorie A et un Gérant de Catégorie B sont présents.

Les décisions seront prises à la majorité des voix des Gérants présents ou représentés à cette réunion.

Un ou plusieurs Gérants peuvent prendre part à une réunion par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication similaire permettant ainsi à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément les unes avec les autres. Une telle participation sera considérée équivalente à une présence physique à la réunion.

Une décision écrite, signée par tous les Gérants, est régulière et valable de la même manière que si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être consignée dans un seul ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu et signé par un ou plusieurs Gérants.

Si les gérants sont temporairement dans l'impossibilité d'agir, la société pourra être gérée par l'associé unique ou en cas de pluralité d'associés, par les associés agissant conjointement.

Art. 13. Les Gérants peuvent déléguer des pouvoirs ou des mandats spéciaux, ou confier des fonctions permanentes ou temporaires à des personnes ou des comités de leur choix.

La Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature individuelle du Gérant unique ou par la signature individuelle d'un Gérant si plus d'un Gérant a été nommé.

Toutefois, si les associés ont qualifié les Gérants de Gérants de Catégorie A et Gérants de Catégorie B, la Société ne sera engagée vis-à-vis des tiers que par la signature conjointe d'un Gérant de Catégorie A et d'un Gérant de Catégorie B.

La Société sera également engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toute personne à qui ce pouvoir de signature aura été délégué par les Gérants, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 14. Le ou les gérants ne contractent à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 15. L'associé unique exerce tous pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quelque soit le nombre de part qu'il détient. Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre des parts détenues par lui.

Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne peuvent être adoptés que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

Les résolutions des associés pourront, au lieu d'être prises lors d'une assemblée générale, être prises par écrit par l'Associé Unique. Dans cette hypothèse, un projet explicite de(s) résolution(s) à prendre devra être envoyé à l'Associé Unique qui votera par écrit.

Art. 16. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 17. Chaque année, à la fin de l'année sociale, les comptes de la Société sont établis et le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

Art. 18. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à celui-ci atteigne dix pour cent du capital social.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés en proportion avec leur participation dans le capital de la Société.

Sous réserve des conditions (s'il y en a) fixées par les Lois et conformément aux dispositions qui précèdent, les Gérants peuvent procéder au versement d'un acompte sur dividendes aux associés. Les Gérants détermineront le montant ainsi que la date de paiement de tels acomptes.

Art. 19. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Art. 20. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.»

Souscription - Libération

Morgan - Jupiter Assets Management Limited, préqualifiée, représentée comme ditest, a déclaré que toutes les douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ont été entièrement libérées par versement en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) est à la disposition de la Société, ce qui a été prouvé au notaire instrumentant, qui le reconnaît expressément.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commencera le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 2014.

Frais

Le comparant a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ mille deux cents euros (EUR 1.200,-).

Décision de l'associé unique

1) La Société est administrée par les gérants suivants pour une durée indéterminée:

Gérant de Catégorie A:

Monsieur Baldwin William Mak, né à Hong Kong, le 9 avril 1959, résidant professionnellement à 9B Amtel Building, 148 Des Voeux Rd. Central, Hong Kong.

Gérant de Catégorie B:

Madame Qian Zhao, née à Sichuan, le 2 mars 1980, résidant professionnellement à 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg.

2) L'adresse de la Société est fixée au 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les comparants l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: S. LECOMTE, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils le 5 août 2014. Relation: LAC/2014/37000. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): I. THILL.

Référence de publication: 2014130784/368.

(140148016) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

Partners Group Global Value 2008 S.C.A., SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 2, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 138.053.

Auszug aus dem Protokoll der Ordentlichen Hauptversammlung der Aktionäre vom 27, Juni 2014

Am 27. Juni 2014 kamen am Gesellschaftssitz die Aktionäre obiger Gesellschaft zusammen.

Nach Feststellung der Rechtsgültigkeit, werden folgende Beschlüsse einstimmig gefasst:

Das Mandat des Wirtschaftsprüfers PricewaterhouseCoopers Société coopérative (vormals PricewaterhouseCoopers S.à r.l.) wird um ein Jahr und damit bis zum Ablauf der im Jahr 2015 stattfindenden ordentlichen Hauptversammlung der Aktionäre verlängert.

Luxemburg, den 23. Juli 2014.

WARBURG INVEST LUXEMBOURG S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2014128856/17.

(140145738) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2014.

Novellas Maritime S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 18.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 187.249.

In the year two thousand and fourteen, the eighth day of August.

Before Maître Jacques CASTEL, notary residing in Grevenmacher, acting in replacement of Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, momentarily absent, who will remain the depositary of the present deed,

was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders of Novellas Maritime S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, having a share capital of EUR 12,500, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 187.249 (the Company). The Company was incorporated on 15 May 2014 pursuant to a deed of Me Martine Schaeffer, notary, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N°2001, on 30 July 2014 and its articles of association were amended for the last time on 18 June 2014 pursuant to a deed of Me Martine Schaeffer, notary, in the process of being published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

There appeared:

Apollo EPF II Partnership, a Marshall Islands partnership whose registered office is at c/o Trust Company of the Marshall Islands, Trust Company Complex, Ajeltake Island, Ajeltake Road, P.O. Box 1405, Majuro, Marshall Islands MH96960, (the Sole Shareholder),

hereby represented by Mr Liridon Elshani, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on August 7th, 2014.

The proxy from the appearing party, after having been initialled *ne varietur* by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing party has requested the undersigned notary to record the following:

I. that all the 12,500 (twelve thousand five hundred) shares having a nominal value of EUR 1 (one euro) each, representing the entirety of the share capital of the Company of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred euros) are duly represented at the Meeting;

II. that the agenda of the Meeting is worded as follows:

(a) Conversion of the currency of the share capital of the Company from EUR to USD at the exchange rate of 1 EUR = 1.3422 USD applicable on 4 August 2014 in order to set the share capital at USD 16,777.50 (sixteen thousand seven hundred seventy-seven US Dollars and fifty Cents) and subsequent splitting of all the existing shares of the Company into 167,775 (one hundred sixty-seven thousand seven hundred seventy-five) shares having a nominal value of USD 0.10 (10 US Dollar Cents).

(b) Increase of the share capital of the Company by an amount of USD 1,222.50 (one thousand two hundred twenty-two US Dollars and fifty Cents) by way of a contribution in cash in an amount of USD 1,222.50 (one thousand two hundred twenty-two US Dollars and fifty Cents) and subsequent issuance of 12,225 (twelve thousand two hundred twenty-five) new shares, having a nominal value of USD 0.10 (ten US Dollar Cents) to the Sole Shareholder, and acceptance by the Sole Shareholder to subscribe those new shares, having the same rights as the existing shares.

(c) Consolidation of the shares of the Company so that the existing 180,000 (one hundred eighty thousand) shares, with a nominal value of USD 0.10 (ten US Dollar Cents) each, be consolidated into 18,000 (eighteen thousand) shares, with a nominal value of USD 1 (one US Dollar) each, the amount of the share capital remaining unchanged.

(d) Replacement of the actual shares of the Company by 6,000 class A shares, 6,000 class B shares and 6,000 class C shares, each share having a nominal value of USD 1 (one US Dollar).

(e) Subsequent amendment of article 5 of the articles of association of the Company (the Articles) in order to reflect the creation of classes of shares in the Company referred to under item (b) above.

(f) Insertion of a new article 6 of the Articles to be entitled "Art. 6. Profit sharing".

(g) Insertion of a new article 7 of the Articles to be entitled "Art. 7. Determination of the Intrinsic Value", and subsequent amendment and renumbering of the Articles.

(h) Amendment to article 13 (as renumbered) of the Articles.

(i) Amendment to article 17 (as renumbered) of the Articles.

(j) Amendment to article 18 (as renumbered) of the Article.

(k) Miscellaneous.

III. after deliberation the Meeting takes unanimously the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to change the currency of the share capital of the Company from euro (EUR) to US Dollars (USD), on the basis of the exchange rate displayed on 4 August 2014 by the Banque centrale européenne, published on its website on 4 August 2014, which is set at EUR 1 (one euro) for USD 1.3422 (one US Dollar and thirty-four twenty-two Cents) and to split the existing 12,500 (twelve thousand five hundred) shares of the Company, having a nominal value of EUR 1 (one euro) each into 167,775 (one hundred sixty-seven thousand seven hundred seventy-five) shares, with a nominal value of USD 0.10 (ten US Dollar Cents) each.

The Sole Shareholder acknowledges that, as a result thereof, the share capital of the Company is set at USD 16,777.50 (sixteen thousand seven hundred seventy-seven US Dollars and fifty Cents) represented by 167,775 (one hundred sixty-seven thousand seven hundred seventy-five) shares, with a nominal value of USD 0.10 (ten US Dollar Cents) each.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the share capital of the Company, by way of a contribution in cash by an amount of USD 1,222.50 (one thousand two hundred twenty-two US Dollars and fifty Cents) in order to bring the share capital of the Company from its present amount of USD 16,777.50 (sixteen thousand seven hundred seventy-seven US Dollars and fifty Cents) to the amount of USD 18,000 (eighteen thousand US Dollars), by way of the issuance of 12,225 (twelve thousand two hundred twenty-five) new shares of the Company, with a nominal value of USD 0.10 (ten US Dollar Cents) each (the New Shares) to be allocated to the Sole Shareholder.

Subscription and Payment

The Sole Shareholder, represented as stated above, declares to accept the allocation of all the New Shares issued to it under this second resolution, to subscribe to the New Shares, having the same rights as the existing shares, and to pay the subscription price of the New Shares in cash, so that the amount of USD 1,222.50 (one thousand two hundred twenty-two US Dollars and fifty Cents) is from now on at the free disposal of the Company, evidence thereof having been given to the undersigned notary.

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to consolidate the shares of the Company so that the existing 180,000 (one hundred eighty thousand) shares, with a nominal value of USD 0.10 (ten US Dollar Cents) each, be consolidated into 18,000 (eighteen thousand) shares, with a nominal value of USD 1 (one US Dollar) each, the amount of the share capital remaining unchanged.

The Sole Shareholder acknowledges that, as a result thereof, the share capital of the Company is set at USD 18,000 (eighteen thousand US Dollars) represented by 18,000 (eighteen thousand) shares, with a nominal value of USD 1 (one US Dollar) each.

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolves to replace the actual shares by class A shares, class B shares, and class C shares and subsequently to convert all of the 18,000 (eighteen thousand) shares of the Company held by the Sole Shareholder into 6,000 (six thousand) class A shares, 6,000 (six thousand) class B shares and 6,000 (six thousand) class C shares, each share having a nominal value of USD 1 (one US Dollar).

Fifth resolution

The Sole Shareholder resolves to amend article 5 of the Articles in order to reflect the above resolutions so that it shall henceforth be read as follows:

“ Art. 5. Capital.

5.1. The share capital is set at eighteen thousand US Dollars (USD 18,000), represented by six thousand (6,000) shares of class A (the Class A Shares), by six thousand (6,000) shares of class B (the Class B Shares) and by six thousand (6,000) shares of class C (the Class C Shares), and together with the Class A Shares and the Class B Shares, the Shares, and each individually a Share)) in registered form, having a nominal value of 1 US Dollar (USD 1) each.

5.2. The share capital may be increased or reduced once or more by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.”

Sixth resolution

The Sole Shareholder resolves to insert a new article 6 of the Articles which shall read as follows:

“ Art. 6. Profit sharing.

6.1. In respect of each class of Shares, the Board (as defined below) shall establish in the accounting records of the Company a separate account of assets and liabilities (respectively the Class A Account in respect of holders of Class A Shares, the Class B Account in respect of holders of Class B Shares and the Class C Account in respect of holders of Class C Shares and collectively the Accounts, and each individually an Account).

6.2. Any capital contribution, either as nominal share capital, or as share premium (if any), made to the Company by or on behalf of the holders of the different classes of Shares or received from the issue of a certain class of Shares as well as the related assets and liabilities shall be allocated exclusively to the corresponding Accounts.

The related assets of any of the Accounts shall include, without limitation, the investments and other assets acquired using the proceeds credited to any such Accounts, and all assets deriving directly or indirectly from such acquisition, all dividends and other income received in respect of any such investment or other asset, and all proceeds of the sale or other disposal of any such investment or other asset.

The related liabilities of any of the Accounts shall include, without limitation, the liabilities, expenses or costs (including general expenses) which are caused by or relate to (a) any assets of a particular Account, including any investment or (b) any action taken in connection with an asset of a particular Account.

6.3. If any asset, liability, expense or cost of the Company cannot be considered as being attributable to a particular Account, such asset or liability shall be allocated to all the Accounts pro rata to the aggregate Intrinsic Values (as defined below) of the respective Accounts relative to each other or in such other manner as determined by the Board (as defined below) acting reasonably and in good faith.

6.4. For the purpose of determining the economic rights (including dividend distribution and liquidation rights) attaching to each class of Shares, the holders of each separate class of Shares shall be considered to be entitled exclusively to the counter-value of the investments allocated to the corresponding Account, including all changes in values to the investments made and all proceeds from those investments (including liquidity).

Upon the liquidation of the Company, the holders of Class A Shares, the holders of Class B Shares and the holders of Class C Shares are entitled to the proceeds resulting from the liquidation of the assets held by the Company respectively in the Class A Account, the Class B Account and the Class C Account, as provided for in article 18.2. hereof.”

Seventh resolution

The Sole Shareholder resolves to insert a new article 7 of the Articles which shall read as follows:

" Art. 7. Determination of the Intrinsic Value. With regard to each class of Shares, the Intrinsic Value (as defined below) per Share shall be calculated by the Company at a frequency determined by the Board (as defined below), the date on which the Intrinsic Value shall be calculated being referred to as the Valuation Day. The intrinsic value of a class of Shares shall be calculated as a per Share figure and shall be determined in respect of any Valuation Day by dividing the value (as determined consistently and in good faith by the Board (as defined below)) of the assets of the Account corresponding to each class of Shares less the liabilities (also determined consistently and in good faith by the Board (as defined below)) attributable to such class of Shares, by the number of Shares of the relevant class of Shares then issued and outstanding (the Intrinsic Value)."

The Sole Shareholder further resolves to amend and renumber each of the subsequent articles of the Articles (including any headings) pursuant to the insertion of the new articles 6 and 7 of the Articles, resolved upon under the third and the present resolutions.

Eighth resolution

The Sole Shareholder resolves to amend article 13.1 of the Articles (as renumbered) by the insertion of a new paragraph (iv), so that article 13.1 shall henceforth read as follows:

" 13.1. Powers and voting rights.

(i) Unless resolutions are taken in accordance with article 13.1. (ii), resolutions of the shareholders shall be adopted at a general meeting of shareholders (each a General Meeting).

(ii) If the number of shareholders of the Company does not exceed twenty-five (25), resolutions of the shareholders may be adopted in writing (the Shareholders' Circular Resolutions). Shareholders' Circular Resolutions signed by all the shareholders are valid and binding as if passed at a General Meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

(iii) Each share entitles the holder to one (1) vote.

(iv) All the Shares shall vote as one class except for the amendments to these Articles or other extraordinary resolutions adversely affecting the rights of a certain class of Shares without affecting those of all or any of the other classes of Shares. If such is the case, the conditions of quorum and the majority requirements shall have to be met with respect to the holders of that specific class of Shares and the holders of that class of Shares shall vote as a separate class."

Ninth resolution

The Sole Shareholder resolves to amend article 17 of the Articles (as renumbered) so that article 17 shall henceforth read as follows:

" Art. 17. Allocation of profits.

17.1. Five per cent (5%) of the Company's annual net profits must be allocated to the reserve required by law (the Legal Reserve). This requirement ceases when the Legal Reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

17.2. The shareholders shall determine the allocation of the balance of the annual net profits. The payment of a dividend can only be made to the holders of the respective class of Shares proportionally to the net profits shown in the Account relating to such respective class of Shares at the time of the distribution.

17.3. Interim dividends may be distributed at any time, in which case the payment of interim dividends can only be made to the holders of the respective class of Shares proportionally to the net profits shown in the Account relating to such respective class of Shares at the time of the distribution, subject to the following conditions:

(i) the Board must draw up interim accounts with respect to the relevant class of Shares;

(ii) the interim accounts must show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the Legal Reserve;

(iii) within two (2) months of the date of the interim accounts, the Board must resolve to distribute the interim dividends; and

(iv) taking into account the assets of the Company, the rights of the Company's creditors must not be threatened by the distribution of an interim dividend.

If the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the shareholders must refund the excess to the Company."

Tenth resolution

The Sole Shareholder resolves to amend article 18.2. of the Articles (as renumbered), so that article 18.2 shall henceforth read as follows:

“ **18.2.** To the fullest extent permitted by law, and in accordance with the terms of article 6 of these Articles, a distribution, in the case of the dissolution of the Company or in the case of a redemption by the Company of all the Shares belonging to a particular class of Shares, of assets to the shareholders shall be made so that, after payment of liabilities (including, without limitation, any reserve determined by the Board to be appropriate on account of any prospective or contingent liabilities of the Company), each holder of a class of Shares shall be entitled to receive a distribution of an amount equal to those assets credited to its Account to which it is entitled.”

Estimates of costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of this notarial deed are estimated to be approximately EUR 1,700.- (one thousand seven hundred Euro).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxyholder of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version, at the request of the proxyholder of the appearing parties, in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof, this notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, the proxyholder of the appearing parties signed together with us, the notary, the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le huit août.

Par-devant Maître Jacques CASTEL, notaire de résidence à Grevenmacher, agissant en remplacement de Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, momentanément absente, laquelle dernière restera le dépositaire de la présente minute,

s'est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des associés de Novellas Maritime S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, ayant un capital social de 12.500 EUR et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 187.249 (la Société). La Société a été constituée le 15 mai 2014 suivant un acte de Maître Martine Schaeffer, notaire, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations - N°2001, daté du 30 juillet 2014 et ses statuts ont été modifiés pour la dernière fois en vertu d'un acte de Maître Martine Schaeffer, notaire, daté du 18 juin 2014, en voie de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

A comparu:

Apollo EPF II Partnership, un partnership régi par le droit des Îles Marshall, ayant son siège social à c/o Trust Company of the Marshall Islands, Trust Company Complex, Ajeltake Island, Ajeltake Road, P.O. Box 1405, Majuro, Marshall Islands MH96960 (l'Associé Unique),

ici représentée par M. Liridon Elshani, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 7 août 2014.

Ladite procuration, après avoir été paraphée «ne varietur» par le mandataire agissant au nom de la partie comparante et par le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte pour être enregistrée ensemble avec celui-ci.

La partie comparante a requis le notaire instrumentaire d'acter de ce qui suit:

I. que l'ensemble des 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales ayant une valeur nominale de EUR 1 (un euro) chacune, représentant l'intégralité du capital social de la Société, établi à EUR 12.500 (douze mille cinq cents euros) sont dûment représentées à l'Assemblée;

II. que l'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

(a) Conversion en Dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD) de la devise du capital social de la Société actuellement exprimée en euros (EUR) sur la base du taux de change de 1EUR=1,3422 applicable au 4 août 2014 afin que le capital social soit fixé à 16.777,50 USD (seize mille sept cent soixante-dix-sept Dollars des Etats-Unis d'Amérique et cinquante centimes) et division consécutive de toutes les parts sociales de la Société en 167.775 (cent soixante-sept mille sept cent soixante-quinze) parts sociales ayant une valeur nominale de 0,10 USD (dix centimes des Etats-Unis d'Amérique) chacune.

(b) Augmentation du capital social de la Société d'un montant de 1.222,50 USD (mille deux cent vingt-deux Dollars des Etats-Unis d'Amérique et cinquante centimes) par voie d'un apport en numéraire d'un montant de 1.222,50 USD (mille deux cent vingt-deux Dollars des Etats-Unis d'Amérique et cinquante centimes) et émission de 12.225 (douze mille deux cent vingt-cinq) nouvelles parts sociales, ayant une valeur nominale de 0,10 USD (dix centimes des Etats-Unis

d'Amérique) chacune, à l'Associé Unique, et acceptation par l'Associé Unique de souscrire ces nouvelles parts sociales ayant les mêmes droits que les parts sociales existantes.

(c) Consolidation des parts sociales de la Société de sorte que les 180.000 (cent quatre-vingts mille) parts sociales existantes, ayant chacune une valeur nominale de 0,10 USD (dix centimes des Etats-Unis d'Amérique), seront consolidés en 18.000 (dix-huit mille) parts sociales, ayant chacune une valeur nominale de 1 USD (un Dollar des Etats-Unis d'Amérique), le montant du capital social restant inchangé.

(d) Remplacement de parts sociales actuelles par 6.000 parts sociales de classe A, 6.000 parts sociales de classe B et 6.000 parts sociales de classe C, ayant chacune une valeur nominale de USD 1 (un Dollar des Etats-Unis d'Amérique).

(e) Modification consécutive de l'article 5 des statuts de la Société (les Statuts) afin d'y refléter la création de classes de parts sociales de la Société, tel qu'indiqué au point (b).

(f) Insertion d'un nouvel article 6 des Statuts intitulé «Art. 6. - Distribution des bénéfices».

(g) Insertion d'un nouvel article 7 des Statuts intitulé «Art. 7. - Détermination de la Valeur Intrinsèque» et modification et renumérotation consécutives des Statuts.

(h) Modification de l'article 13 (tel que renuméroté) des Statuts.

(i) Modification de l'article 17 (tel que renuméroté) des Statuts.

(j) Modification de l'article 18 (tel que renuméroté) des Statuts.

(k) Divers.

III. après délibération, l'Assemblée décide de prendre les résolutions suivantes à l'unanimité:

Première résolution

L'Associé Unique décide de convertir en Dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD) la devise du capital social de la Société actuellement exprimée en euros (EUR) sur la base du taux de change indiqué sur le site de la Banque centrale européenne au 4 août 2014, selon lequel 1 EUR (un euro) correspond à USD 1,3422 (un Dollar des Etats-Unis d'Amérique trente-quatre vingt-deux centimes) et décide de diviser les 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales de la Société, ayant une valeur nominale de 1 EUR (un euro) chacune, en 167.775 (cent soixante-sept mille sept cent soixante-quinze) parts sociales ayant une valeur nominale de USD 0,10 (dix centimes des Etats-Unis d'Amérique) chacune.

L'Associé Unique constate qu'en conséquence de ce qui précède, le capital social de la Société est établi à 16.777,50 USD (seize mille sept cent soixante-dix-sept Dollars des Etats-Unis d'Amérique et cinquante centimes) représenté par 167.775 (cent soixante-sept mille sept cent soixante-quinze) parts sociales ayant une valeur nominale de USD 0,10 (dix centimes des Etats-Unis d'Amérique) chacune.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société et l'augmente par les présentes, par voie d'un apport en numéraire d'un montant de 1.222,50 USD (mille deux cent vingt-deux Dollars des Etats-Unis d'Amérique et cinquante centimes) afin de porter le montant du capital social de son montant actuel de 16.777,50 USD (seize mille sept cent soixante-dix-sept Dollars des Etats-Unis d'Amérique et cinquante centimes) à un montant de 18.000 USD (dix-huit mille Dollars des Etats-Unis d'Amérique) par émission de 12.225 (douze mille deux cent vingt-cinq) nouvelles parts sociales de la Société, ayant une valeur nominale de 0,10 USD (dix centimes des Etats-Unis d'Amérique) chacune (les Nouvelles Parts Sociales) qui seront attribués à l'Associé Unique.

Souscription et Paiement

L'Associé Unique, représenté tel que décrit ci-dessus, déclare accepter l'attribution de toutes les Nouvelles Parts Sociales émises en vertu de cette deuxième résolution, souscrire aux Nouvelles Parts Sociales ayant les mêmes droits que les parts sociales existantes et libérer par un versement en espèces le prix de souscription des Nouvelles Parts Sociales, de sorte que le montant de 1.222,50 USD (mille deux cent vingt-deux Dollars des Etats-Unis d'Amérique et cinquante centimes) est désormais à la disposition de la société, preuve en ayant donnée au notaire instrumentant.

Troisième résolution

L'Associé Unique décide de consolider les parts sociales de la Société de sorte que les 180.000 (cent quatre-vingt mille) parts sociales existantes, ayant chacune une valeur nominale de 0,10 USD (dix centimes des Etats-Unis d'Amérique), seront consolidés en 18.000 (dix-huit mille) parts sociales, ayant chacune une valeur nominale de 1 USD (un Dollar des Etats-Unis d'Amérique), le montant du capital social restant inchangé.

L'Associé Unique prend acte que, par conséquent, le capital social de la Société est fixé à 18.000 USD (dix-huit mille Dollars des Etats-Unis d'Amérique) représenté par 18.000 (dix-huit mille) parts sociales, ayant chacune une valeur nominale de 1 USD (un Dollar des Etats-Unis d'Amérique).

Quatrième résolution

L'Associé Unique décide de remplacer des parts sociales actuelles par de classe A, de classe B et de classe C,) et par conséquence de procéder à la conversion de toutes les 18.000 (dix-huit mille) parts sociales de la Société en 6.000 (six

mille) parts sociales de classe A, 6.000 (six mille) parts sociales de classe B et 6.000 (six mille) parts sociales de classe, chacune ayant chacune une valeur nominale de USD 1 (un Dollar des Etats-Unis d'Amérique).

Cinquième résolution

L'Associé Unique décide de modifier l'article 5 des Statuts afin de refléter les résolutions ci-dessus, de telle sorte qu'il aura désormais la teneur suivante:

« Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social de la Société est fixé à dix-huit mille Dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 18.000), représenté par six mille (6.000) parts sociales de classe A (les Parts Sociales de Classe A), six mille (6.000) parts sociales de classe B (les Parts Sociales de Classe B) et six mille (6.000) parts sociales de classe C (les Parts Sociales de Classe C et ensemble avec les Parts Sociales de Classe A et les Parts Sociales de Classe B, les Parts Sociales, et chacune individuellement une Part Sociale), ayant chacune une valeur nominale de un Dollar des Etats-Unis d'Amérique (USD 1).

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.»

Sixième résolution

L'Associé Unique décide d'insérer un nouvel article 6 des Statuts qui aura la teneur suivante:

« Art. 6. Distribution des bénéfices.

6.1. Un compte distinct des actifs et passifs (respectivement le Compte de Classe A pour les détenteurs de Parts Sociales de Classe A, le Compte de Classe B pour les détenteurs de Parts Sociales de Classe B et le Compte de Classe C pour les détenteurs de Parts Sociales de Classe C et, collectivement, les Comptes) devra être établi par le Conseil (tel que défini ci-dessous) dans les livres comptables de la Société pour chaque classe de Parts Sociales.

6.2. Tout apport de capital, qu'il s'agisse de capital social nominal ou de prime d'émission (le cas échéant) apporté à la Société par ou au nom des détenteurs des différentes classes de Parts Sociales ou reçu consécutivement à l'émission d'une certaine classe de Parts Sociales ainsi que les actifs et passifs en découlant doivent être affectés exclusivement aux Comptes correspondants.

Les actifs liés à chacun des Comptes devront inclure, sans restriction, les investissements et autres actifs acquis via le produit crédité sur chacun de ces Comptes, et tous les actifs découlant directement ou indirectement de cette acquisition, tous les dividendes et tout autre revenu reçu en rapport avec cet investissement ou autre actif, et tous les produits de la vente ou autre aliénation de cet investissement ou autre actif.

Les passifs liés à chacun des Comptes devront inclure, sans restriction, les dettes, dépenses ou frais (y compris les frais généraux) résultant de ou liés à (a) tout actif d'un Compte particulier, y compris tout investissement ou (b) toute action prise en rapport avec un actif d'un Compte particulier.

6.3. Si tout actif, passif, dépense ou frais de la Société ne peut être considéré comme pouvant être imputé à un Compte particulier, ledit actif ou passif devra être affecté à tous les Comptes proportionnellement aux Valeurs Intrinsèques cumulées (telles que définies ci-dessous) des Comptes respectifs liés l'un à l'autre ou d'une autre manière déterminée par le Conseil (tel que défini ci-dessous) agissant raisonnablement et en toute bonne foi.

6.4. Dans l'optique de déterminer les droits économiques (y compris les droits attachés à la distribution des dividendes et à la liquidation) liés à chaque classe de Parts Sociales, les détenteurs de chaque classe distincte de Parts Sociales doivent être considérés comme ayant droit exclusivement à la contre-valeur des investissements affectés au Compte correspondant, y compris tous les changements apportés aux valeurs des investissements effectués et tous les produits résultant de ces investissements (y compris les liquidités).

Lors de la liquidation de la Société, les détenteurs de Parts Sociales de Classe A, les détenteurs de Parts Sociales de Classe B et les détenteurs de Parts Sociales de Classe C ont droit aux produits résultant de la liquidation des actifs détenus par la Société respectivement au niveau du Compte de Classe A, du Compte de Classe B et du Compte de Classe C, conformément à l'article 18.2.»

Septième résolution

L'Associé Unique décide d'insérer un nouvel article 7 des Statuts qui aura la teneur suivante:

« Art. 7. Détermination de la Valeur Intrinsèque. Pour chaque classe de Parts Sociales, la Valeur Intrinsèque (telle que définie ci-dessous) par Part Sociale sera calculée par la Société à une fréquence déterminée par le Conseil (tel que défini ci-dessous), la date à laquelle la Valeur Intrinsèque doit être calculée étant définie comme étant le Jour d'Evaluation. La valeur intrinsèque d'une classe de Parts Sociales doit être calculée en tant que chiffre par Part Sociale et déterminée par rapport à tout Jour d'Evaluation en divisant la valeur (telle qu'obtenue de manière cohérente et en toute bonne foi par le Conseil (tel que défini ci-dessous)) des actifs du Compte relatif à chaque classe de Parts Sociales moins le passif (également déterminés de manière cohérente et en toute bonne foi par le Conseil (tel que défini ci-dessous)) imputables à cette classe de Parts Sociales, par le nombre de Parts Sociales de la classe adéquate des Parts Sociales alors émises et existantes (la Valeur Intrinsèque).»

L'Associé Unique décide en outre de modifier et renuméroter chacun des articles suivants des Statuts (y compris les titres) suite à l'insertion des nouveaux articles 6 et 7 des Statuts, ajoutés en vertu de la troisième et de la présente résolution.

Huitième résolution

L'Associé Unique décide de modifier l'article 13.1 (tel que renuméroté) des Statuts en insérant un nouveau paragraphe (iv), de telle sorte que l'article 13.1 aura désormais la teneur suivante:

« **13.1. Pouvoirs et droits de vote.**

(i) Sauf lorsque des résolutions sont adoptées conformément à l'article 13.1. (ii), les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (chacune une Assemblée Générale).

(ii) Si le nombre des associés de la Société ne dépasse pas vingt-cinq (25), les résolutions des associés peuvent être adoptées par écrit (des Résolutions Ecrites des Associés).

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

(iv) L'ensemble des Parts Sociales disposeront du même droit de vote sans tenir compte de la classe, sauf lors de la modification des présents Statuts ou d'autres résolutions extraordinaires ayant un impact négatif sur les droits d'une certaine classe de Parts Sociales, sans toutefois avoir un impact sur les droits de toutes ou de quelconques classes de Parts Sociales. Si tel est le cas, les conditions des exigences de quorum et de majorité devront être remplies, en ce qui concerne les détenteurs de ladite classe de Parts Sociales, et les détenteurs de ladite classe de Parts Sociales voteront en tant que classe distincte.»

Neuvième résolution

L'Associé Unique décide de modifier l'article 17 (tel que renuméroté) des Statuts, de telle sorte que l'article 17 aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 17. Affectation des bénéfices.**

17.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi (la Réserve Légale). Cette affectation cesse d'être exigée quand la Réserve Légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

17.2. Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Le paiement d'un dividende peut seulement être fait aux détenteurs d'une Classe de Parts Sociales proportionnellement au bénéfice net mentionné dans le Compte relatif à cette Classe de Parts Sociales au moment de la distribution.

17.3. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment auquel cas le paiement des dividendes intérimaires peut seulement être fait aux détenteurs d'une Classe de Parts Sociales proportionnellement au bénéfice net mentionné dans le Compte relatif à cette Classe de Parts Sociales au moment de la distribution, sujet aux conditions suivantes:

(i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil par rapport à la Classe de Parts Sociales concernée;

(ii) ces comptes intérimaires doivent montrer que suffisamment de bénéfices et autres réserves (y compris la prime d'émission) sont disponibles pour une distributions, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;

(iii) la décision de distribuer les dividendes intérimaires doit être adoptée par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires; et

(iv) compte tenu des actifs de la Société, les droits des créanciers de la Société ne doivent pas être menacés.

Si les dividendes intérimaires qui ont été distribués excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, le Conseil a le droit de réclamer la répétition des dividendes ne correspondant pas à des bénéfices réellement acquis et les associés doivent immédiatement reverser l'excès à la Société à la demande du Conseil.»

Dixième résolution

L'Associé Unique décide de modifier l'article 18.2. (tel que renuméroté) des Statuts, de telle sorte que l'article 18.2. aura désormais la teneur suivante:

« **18.2.** Dans la plus grande mesure permise par la loi et conformément aux dispositions de l'article 6 des présents Statuts, une distribution, dans le cas d'une dissolution de la Société ou dans le cas d'un rachat de la société de toutes les Parts Sociales appartenant à la même Classe de Parts Sociales, des actifs aux associés sera effectuée de sorte qu'après le paiement des dettes (y inclus, sans limitation, toute réserve déterminée comme appropriée par le Conseil en raison de dettes prévisibles ou contingentes de la Société), chaque détenteur de Parts Sociales appartenant à une classe de parts sociales pourra prétendre à la distribution d'un montant égal aux actifs crédités sur le Compte concerné.»

Estimation des frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui seront supportés par la Société en conséquence du présent acte notarié sont estimés approximativement à EUR 1.700,-(mille sept cents Euros).

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, déclare qu'à la requête des parties comparantes, le présent acte notarié a été établi en anglais, suivi d'une version française. A la requête de ces mêmes parties comparantes, et en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes, à Luxembourg.

Et après lecture faite au mandataire des parties comparantes, ledit mandataire a signé ensemble avec le notaire le présent acte.

Signé: L. Elshani et J. Castel.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 11 août 2014. LAC/2014/38061. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-

Le Receveur (signée): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 août 2014.

Référence de publication: 2014131434/416.

(140149053) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2014.

Rovari S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 146.601.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014128940/10.

(140146063) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2014.

Fourteen Malva S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 188.029.

I. En date du 20 juin 2014, l'associé unique Alter Domus Luxembourg S.à r.l., avec siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, a cédé la totalité de ses 12.500 parts sociales à Indigo Cascade 4 Holdings S.à r.l., avec siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, qui les acquiert.

II. Par résolutions signées en date du 24 juin 2014, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Michael Wengrofsky, avec adresse professionnelle au 65, East 55th Street, 10022 New York, Etats-Unis, au mandat de gérant A, avec effet au 20 juin 2014 et pour une durée indéterminée;

2. Nomination de Frédérique Duculot, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de gérant B, avec effet au 20 juin 2014 et pour une durée indéterminée;

3. Nomination de Philippe Leclercq, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de gérant B, avec effet au 20 juin 2014 et pour une durée indéterminée;

4. Acceptation de la démission de Yannick Poos, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg de son mandat de gérant, avec effet au 20 juin 2014;

5. Acceptation de la démission de José Correia, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg de son mandat de gérant, avec effet au 20 juin 2014;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 août 2014.

Référence de publication: 2014130066/24.

(140147512) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2014.

Ocean Beach Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 104.418.

L'an deux mille quatorze, le trente juillet.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue

une Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme établie à Luxembourg sous la dénomination de "OCEAN BEACH INVESTMENT S.A.", inscrite au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B 104418, ayant son siège social au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg, constituée par acte de Maître André-Jean-Joseph SCHWACHTGEN, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 23 novembre 2004, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 144 du 16 février 2005 et dont les statuts n'ont pas été modifié depuis.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Michaël ZIANVENI, juriste, domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Madame Marilyn KRECKÉ, employée privée, domiciliée professionnellement au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Liridon ELSHANI, employé privé, domicilié professionnellement au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg.

Monsieur le Président expose ensuite:

I.- Qu'il résulte d'une liste de présence dressée et certifiée par les membres du bureau que les trois mille cinq cents (3.500) actions d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-) chacune, représentant l'intégralité du capital social de trente-cinq mille euros (EUR 35.000,-) sont dûment représentées à la présente assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-après reproduits, tous les actionnaires représentés ayant accepté de se réunir sans convocations préalables.

Ladite liste de présence, portant les signatures des actionnaires tous représentés, restera annexée au présent procès-verbal ensemble avec les procurations pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

II.- Que l'ordre du jour de la présente Assemblée est conçu comme suit:

1. Dissolution de la société et mise en liquidation.
2. Nomination d'un ou plusieurs liquidateurs et détermination de leurs pouvoirs.
3. Divers.

L'Assemblée, après avoir approuvé l'exposé de Monsieur le Président et après s'être reconnue régulièrement constituée, a abordé l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de dissoudre la Société et de la mettre en liquidation.

Deuxième résolution

L'assemblée générale nomme aux fonctions de liquidateur, pour la durée de la liquidation, la société LISOLUX S.à r.l., inscrite au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B 117503, ayant son siège social au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg, qui aura les pouvoirs les plus étendus pour réaliser la liquidation, y compris ceux de réaliser les opérations prévues à l'article 145 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, l'Assemblée s'est terminée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: M. Zianveni, M. Krecké, L. Elshani et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 6 août 2014. LAC/2014/37246. Reçu douze euros (12.- €).

Le Receveur ff. (signé): Carole Frising.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 août 2014.

Référence de publication: 2014130822/51.

(140148073) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.